



front rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE

RÉVOLUTIONNAIRE //

(marxiste-leniniste)

CHINE:

**Renforcement de la Dictature
du Proletariat**

N° 4 NOUVEL ANNEE

FÉVRIER 1976 - 5 FRS

SOMMAIRE

- Editorial..... P. 3
- Ligne de masse et pratique du parti. P. 5
- Le CEA et l'industrie nucléaire..... P. 8
- Où va la CFDT..... P.10
- Chômage : de la résignation
à la lutte..... P.14
- Après le 22^o congrès du PCF..... P.18
- 25 novembre au Portugal
.I. Le film des évènements..... P.22
- A propos de la lutte pour
les libertés démocratiques..... P.25
- 21 février : Peuples en lutte
 - En Palestine..... P.28
 - L'Espagne se soulève.... P.32
 - Le peuple sahraoui
en lutte P.34
- Critique de livre :
B... comme Barbouzes..... P.38
- A notre courrier..... P.39

Front Rouge
Organe Central
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
(marxiste-
léniniste)

Abonnements
voir tarifs et fiche spéciale
en dernière page
Adressez votre fiche à
Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

Comité de Rédaction

Max CLUZOT
(Directeur Politique)

Christine VAIVRE
(Secrétaire de Rédaction)

Annie COSSIN

Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC

Jean-Pierre MORVAN

Guy MORY

Stéphane RAYNAL

Bertrand REY

Charles VILLAC

Jean-François VITTE

**« Rien d'impossible
au sein de
l'univers,
Pourvu qu'on sache
escalader
la cime »**

La lutte actuelle qui se déroule en Chine populaire amène de nombreux commentaires dans la presse bourgeoise de notre pays. De la « lutte de cliques » aux « débats que ne comprennent pas les simples passants des rues de Pékin », les calomnies, insinuations et supputations diverses vont bon train... mais n'expliquent rien.

Pour comprendre le mouvement de lutte qui se mène aujourd'hui au sein du Parti Communiste Chinois, au sein du peuple chinois, il nous faut revenir quelques années en arrière, à la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. C'est d'ailleurs à cette lutte, à la reconnaissance de ses acquis que font appel les camarades chinois, comme par exemple dans cet extrait d'un texte de Pékin Information (6/2/76) *« Nous nous trouvons dans une excellente situation. Mais la lutte entre les deux classes, entre les deux voies et entre les deux lignes existent encore. Le courant idéologique errané récemment apparu dans la société en est le reflet concentré. Il est la négation de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, des nouvelles réalités socialistes et de la révolution du prolétariat dans l'enseignement. »*

Lorsqu'en 1966, Mao Tsé-toung appela le peuple chinois à lancer la Révolution Culturelle, à la prendre en mains, à la mener à la victoire, il expliqua que d'autres révolutions culturelles seraient nécessaires par la suite pour consolider la dictature du prolétariat, pour renforcer ses acquis. C'est aujourd'hui une nouvelle phase de cette lutte qui se développe.

PRENDRE COMME AXE LA LUTTE DE CLASSES

La lutte qui s'amplifie aujourd'hui n'est pas « tombée du ciel », elle prend appui sur des déviations apparues tant sur le plan économique, politique que culturel. Ces déviations portent un nom, celui de classe bourgeoise, celui de révisionnisme. *« Nos brillantes victoires depuis la Grande Révolution Culturelle Proletarienne constituent à l'évidence autant d'échecs cuisants pour la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses. Or celles-ci, qui ne peuvent s'y résigner, cherchent toutes les occasions pour revenir à la charge, afin de briser les acquis de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Dès qu'elles font souffler un vent de déviation de droite contre des conclusions désormais bien établies, et qu'elles avancent des inepties révisionnistes - tels que les arguments saugrenus récemment affichés sur le front de l'enseignement - le prolétariat et le peuple révolutionnaire ont raison de riposter. »*

Il ne s'agit pas du tout en Chine aujourd'hui d'un débat entre « cliques », encore moins d'un débat qui se déroule au-dessus des masses. Il s'agit de lutter pour que la classe ouvrière et ses alliés renforcent leur pouvoir, pour que, sous la direction de son Parti communiste, le prolétariat chinois poursuive l'édification du pouvoir des ouvriers et des paysans. Il s'agit dans chaque acte de la vie, de la production, que la politique soit mise au poste de

commandement. Il s'agit de la question «quelle classe servir?», «comment la servir?». La récente directive de Mao Tse-toung qui dit «**Stabilité et unité ne veulent pas dire suppression de la lutte de classes : la lutte de classes c'est l'axe qui entraîne tout le reste**» précise la cible de la lutte. La politique doit avoir la primauté sur l'économie ; si c'est l'inverse qui se produit, des erreurs sont commises, les plans de production n'ont plus le même sens, la classe ouvrière et les travailleurs de la campagne ne peuvent plus assurer leur direction sur l'économie, n'ont plus le pouvoir de décision. Influencés par les vestiges de l'idéologie bourgeoise existant encore dans la société socialiste, certains éléments, au sein du Parti et au sein des masses, tentent de dévier la production dans le sens du profit pour une minorité et entravent le développement d'une économie socialiste au service de tous. Lors de la

révolution culturelle, Mao avait dénoncé le fait que «**dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas entre les mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières**» et dès lors appelait à ce que la classe ouvrière exerce son contrôle en tout. Ce fut dans toute la Chine un vaste mouvement de critiques engagé contre le révisionnisme, le bureaucratisme, les cadres coupés des masses... Sur les murs, le peuple prenait la parole dans des dazhibao qui servaient souvent de base à de larges débats publics. Ces débats se sont toujours faits dans l'esprit d'écraser ce qui allait contre la dictature du prolétariat, mais aussi d'aider ceux qui étaient engagés dans la voie révisionniste à rectifier leurs erreurs, en leur adressant des critiques parfois acerbes, violentes mais toujours dans le but de les ramener sur la voie révolutionnaire.

«Vents et tempêtes ne doivent pas nous faire peur. C'est à travers vents et tempêtes que se développe la société humaine.»



DÉFENDRE, DÉVELOPPER TOUS LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE DANS TOUS LES DOMAINES

C'est dans tous les domaines de la vie qu'aujourd'hui la lutte s'engage, et particulièrement dans l'enseignement. C'est là un secteur décisif de lutte. Un des grands changements apporté par la révolution culturelle, était que les écoles étaient devenues des usines et les usines des écoles. C'en était fini d'un enseignement abstrait, coupé de la vie des masses; auparavant, à 16 ans, un fils de paysan savait à peine comment cultiver telle céréale, comment labourer telle terre. Les étudiants chinois d'aujourd'hui vont périodiquement dans les usines, dans les communes populaires, ils peuvent acquérir de réelles aptitudes par la voie de «la pratique, la connaissance puis de nouveau la pratique et la connaissance». Tout ce qu'ils apprennent est basé sur la réalité, expérimenté dans la vie et amélioré sur cette base. Non seulement la révolution culturelle a permis de changer les méthodes d'enseignement, de favoriser la critique des cours par les élèves, d'envoyer enseignants et enseignés faire des stages à la production, mais encore de transformer l'école pour qu'elle forme des hommes nouveaux. La transformation visée était donc profonde, elle s'attaquait à la conception du monde de chaque homme, à l'affermissement de la conception prolétarienne du monde. Les acquis qu'il s'agit aujourd'hui de consolider sont bien ceux-ci, forger un homme nouveau apte à lutter à chaque instant pour le triomphe de la voie

révolutionnaire. C'est en effet là un des grands acquis de la révolution culturelle : la politique est vraiment devenue l'affaire des masses, débattue par les masses, appliquée par les masses. En Chine, la dictature du prolétariat est devenue dans tous les sens du terme la dictature des masses et c'est cela que la nouvelle lutte engagée veut sauvegarder, renforcer.

AU SEIN DU PARTI

Et cette lutte pour défendre et renforcer les acquis de la révolution culturelle, se déroule sous la direction du Parti Communiste Chinois, sous la direction de son président Mao Tse-toung. De tout temps les agents de la bourgeoisie au sein du Parti ont essayé de dévier sa ligne sur des positions droitières. C'est à nouveau ce qui se passe aujourd'hui. La lutte qui se déroule au sein du PCC aujourd'hui n'est pas une lutte de cliques, c'est une lutte entre les deux voies, entre les deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est pour écraser à sa naissance le révisionnisme que les communistes chinois engagent la lutte aujourd'hui. C'est pour l'écraser qu'ils s'appuient sur les masses et que dans toute la Chine, dans les Universités de Tsinghua et de Shanghai comme dans les usines et les communes populaires, fleurissent sur les murs, les dazhibao.

Aujourd'hui en Chine, le peuple se mobilise sous la direction de son Parti pour le renforcement de l'édification du socialisme, pour la formation d'un homme nouveau, pour la dictature du prolétariat.

Ligne de Masse et Pratique du Parti

Aujourd'hui, l'ensemble du parti est engagé dans la transformation consciente de son fonctionnement, de sa pratique. Un mouvement d'éducation idéologique en profondeur est conduit en vue de l'assimilation de ce que sont centralisme démocratique et ligne de masse dans un parti communiste. Mais cette assimilation, cette compréhension profonde ne se réaliseront que si l'étude est menée en vue d'éliminer l'influence du révisionnisme qui se manifeste encore dans nos rangs. A cet effet, des commissions sont mises en place dans le parti, pour impulser la rectification sous l'angle de l'application de la ligne de masse. La commission centrale ainsi constituée a pu commencer à examiner les insuffisances, défauts apparaissant sur ce point, en même temps que les premières transformations engagées. Au stade actuel d'avance du travail de cette commission, il ne peut être question de tirer des conclusions définitives mais d'indiquer seulement, sur la base de l'examen partiel de la pratique de quelques organisations du parti, le degré d'avancée des changements amorcés. Ces éléments d'analyse restent aujourd'hui nécessairement limités et ne peuvent prétendre rendre compte de l'ensemble des aspects de la cible du mouvement de rectification.

dans les cellules d'entreprises

Partir des masses pour retourner aux masses, tel est le principe sur lequel doit se fonder une juste direction. Examinons à quelles

transformations donne lieu la mise en œuvre de ce principe, et à quelles limites elle se heurte, et ceci d'abord dans une cellule d'entreprise. Dans la dernière période, la campagne politique dénonçant l'atteinte portée par la bourgeoisie aux libertés démocratiques est restée très faible, sous le prétexte que les travailleurs de l'entreprise ne se trouvaient pas *eux-mêmes* directement frappés par la répression de la bourgeoisie. On pourrait penser qu'il s'agit là d'une bonne application du principe «partir des masses», cela signifiant ici se cantonner strictement à ce qui se passe dans le cadre de l'entreprise, à la seule expérience immédiate des ouvriers de cette entreprise. Mais agir ainsi, c'est rester au niveau moyen des masses, c'est nier la nécessité d'une propagande vivante pour dénoncer la politique d'ensemble de la bourgeoisie, ainsi que celle des faux communistes du PCF. Et procéder ainsi, c'est être conduit à penser que les masses se désintéressent des problèmes politiques d'ensemble, alors qu'en réalité, ce sont les limites du travail des marxistes Léninistes qui conduisent à cette situation. En effet, pour susciter dans les masses le débat politique, pour faire progresser la conscience politique, il est nécessaire de mener un travail de propagande vivante,

C'est seulement sous l'impulsion de cette propagande que peut se mener la lutte d'idées. Mais cela exige que la propagande écrite s'accompagne d'une intense propagande orale, permettant de connaître les points de vue en présence, de combattre les idées fausses. C'est à cette condition que la propagande peut viser sa cible de façon de plus en plus précise. Et si notre propagande ne suscite pas d'intérêt, c'est qu'alors elle est sans doute trop générale, stéréotypée, sans vie. Mais remédier à ce défaut, ce n'est certainement pas se cantonner à

prendre en compte les seuls thèmes qui se discutent spontanément dans l'entreprise. Ce n'est pas non plus rabaisser le niveau d'explication, en pensant que le renforcement de la conscience politique se fera sur la base d'une propagande qui serait, par paliers successifs, progressivement plus complexe. Non ! ces démarches conduisent à renoncer à l'effort d'explications, les plus complètes, les plus claires possibles en direction des larges masses. Si cet effort n'est pas accompli, progressivement ce sont des liens apolitiques qui se tissent avec les masses, et dans ces conditions, c'est l'influence politique de la bourgeoisie et des faux communistes du PCF qui n'est pas entamée. Le danger est alors pour les camarades de la cellule d'en arriver à penser que les ouvriers de l'entreprise s'intéressent peu aux problèmes politiques, ou restent indifférents. Mais les camarades ont souvent rencontré une difficulté importante dans le travail de propagande - l'écho des tracts est souvent le suivant : «c'est bien - continuez - ça intéresse - c'est bien lu». Dans ces conditions, les camarades n'apprennent rien des masses, et c'est le risque direct du stéréotype, de la routine. Les camarades ont examiné ce qui conduisait à cette situation : propagande pas assez vivante, plaquée, pas assez de discussions précises, enquête nulle ou insuffisante. La rectification s'est engagée à propos d'une question qui a pris une certaine importance dans l'entreprise : la lutte de libération du peuple Sahraoui. Les travailleurs marocains et algériens étaient divisés sur ce point. Les camarades ont alors engagé un travail d'enquête systématique afin de connaître les points de vue en présence, de cerner les idées fausses, les idées justes. Ils ont pu ainsi mesurer l'impact du chauvinisme en l'affaire, mais aussi l'aspiration des travailleurs de l'entreprise à éviter la division favorable au patron.

C'est ainsi que les camarades ont pu éviter de plaquer leur point de vue indépendamment de la bataille d'idées qui se menait dans les masses, des questions qui se posaient pour celles-ci. Partant des discussions engagées, des problèmes posés, ils ont pu ainsi s'adresser de façon vivante aux travailleurs et faire progresser l'unification politique sur des bases justes. Ainsi, ce qui se présentait d'abord comme facteur de division a pu se transformer en son contraire : un moyen de renforcer l'unité, de faire progresser la conscience politique. Mais pour cela, il fallait enquêter, apprendre des masses, penser la propagande de manière nouvelle. Pourtant, se lier ainsi à une frange de travailleurs dans le cadre d'une campagne politique sur un point particulier ne suffit pas. Trop souvent, les camarades se sont de manière routinière, appuyés sur quelques contacts peu associés aux tâches, et avec lesquels les discussions politiques sont restées ponctuelles et superficielles. Pour remédier à cela, les camarades ont mis un cercle en place. Celui-ci doit permettre un approfondissement dans l'étude des problèmes posés dans l'entreprise : exemple : les contradictions entre la CFDT et la CGT, la tactique du PCF dans les luttes... Il doit permettre aussi de resserrer les liens avec les éléments avancés, afin que ceux-ci puissent contribuer à l'avancée de la réflexion politique et à l'impulsion des initiatives. Enfin, il doit contribuer à rompre l'isolement relatif des camarades, leur permettre d'apprécier de manière beaucoup plus nette la situation dans l'entreprise. Mettre en place ce cercle exige de surmonter les difficultés liées notamment aux hésitations d'ouvriers à participer aux réunions. Il faut ainsi cerner à quoi tiennent ces réticences, que ce soient des questions d'horaires, des raisons familiales, des expériences négatives ou le manque d'attrait de l'ordre du jour.

Les premières transformations dans la pratique de la cellule doivent constituer un levier à partir duquel pourra s'engager une réforme plus profonde de l'ensemble de l'activité. En effet, la démarche engagée, en ce qui concerne la propagande, à propos de la lutte du Front Polisario, doit s'étendre à l'ensemble des aspects de la propagande, afin que celle-ci devienne vivante et qu'une frange sans cesse élargie des masses s'approprie les perspectives politiques du parti, renforce sa conscience anti-révisionniste. Mais cela ne suffit pas, une meilleure connaissance de l'état d'esprit dans l'entreprise devra permettre de lancer des mots d'ordre de lutte qui corres-

pondent au niveau de conscience des travailleurs et peuvent alors donner lieu à des actions, à une mise en mouvement victorieux des ouvriers de l'usine.

dans le travail sur les quartiers populaires.

Examinons maintenant un autre secteur d'activité du parti, celui concernant le travail communiste sur les quartiers populaires. Les camarades s'emploient à y impulser des comités de lutte contre le chômage, ou, dans des conditions spécifiques, comité de lutte contre la répression et le chômage. Le Comité de Lutte contre le Chômage dont la commission a examiné l'activité présentait la caractéristique suivante : de réels succès de masse, telles l'organisation d'une fête populaire et l'opposition à l'expulsion d'un chômeur, mais succès sans lendemain. En effet, après ces initiatives, le comité ne se trouvait pas véritablement renforcé et devait envisager son travail comme si aucun acquis n'avait pu se réaliser. Dans ces conditions, le comité ne parvenait pas à se constituer une base de masse stable, à créer des liens durables avec une frange des familles populaires qu'il avait pu, momentanément, mobiliser. On assistait ainsi à de courtes phases de mobilisation intense suivies de périodes où l'activité devenait pratiquement nulle. Ce n'est pourtant pas les orientations d'ensemble qui manquaient : le comité devait organiser l'opposition au système des tutelles et intervenir sur la question des jeunes. Mais ces perspectives n'étaient pas suffisamment précises, et les éléments des masses, qui participaient aux commissions se trouvaient très vite livrés à eux-mêmes, sans aide, sans soutien et ainsi rapidement découragés. Par ailleurs, la cellule ne connaissait pas de développement et ne progressait pas politiquement. Mais un premier examen de la situation révèle que cette cellule reste largement extérieure au quartier, n'y mène pas un travail systématique. L'absence d'enracinement de la cellule sur le quartier est renforcée par le fait que

son responsable est chargé d'autres tâches dans le même temps. Ainsi, les camarades sont dans l'incapacité de connaître avec précision les problèmes qui se posent dans le quartier, les points sur lesquels les masses sont le plus prêtes à engager la lutte, l'état de la lutte d'idées qui se mène. Il n'est pas possible non plus dans ces conditions de tirer le bilan des actions entreprises, ni d'engager un début de systématisation des idées justes, ni de s'appuyer de façon conséquente et durable sur les aspirations à la lutte.

Dans ces conditions : sans propagande vivante systématique, sans enquête développée par la cellule, le travail stagne. Et envisager le mouvement de rectification indépendamment de la transformation de cette situation ne permettrait pas un véritable changement sous l'angle de l'application de la ligne de masse.

Les premières mesures prises par les camarades ont donc consisté à centrer la cellule sur le quartier. Mais bien entendu, si c'est une condition nécessaire dans le cadre de la rectification, cela ne suffit pas. C'est la pratique elle-même qui doit être transformée. Du point de vue de la lutte contre le chômage et ses conséquences sur les familles populaires, les camarades se sont saisis de façon plus conséquente d'un aspect de la situation sur le quartier qui provoque la révolte : la question des tutelles, système qui met la famille en difficulté financière, dans une situation de dépendance et d'humiliation intolérables. Une brochure qui dénonce ce système a été élaborée avec les familles concernées, en s'appuyant sur leurs témoignages. Ainsi, les discussions sont engagées dans le quartier, et non seulement sur cet aspect d'oppression des masses, mais plus largement, et notamment sur les conditions de plus en plus difficiles qu'impose aujourd'hui la bourgeoisie aux masses populaires. Ainsi doivent se préciser progressivement dans la vie, les cibles de la lutte sur le quartier. Mais il est nécessaire d'obtenir aujourd'hui des reculs de l'administration sur la question des tutelles ; ces premières victoires constitueront un encouragement à la lutte, à condition que les leçons en soient tirées, avec la frange avancée des familles du quartier. Mais une avancée réelle ne s'effectuera que si la cellule, sur la base de sa propre activité de propagande est d'enquête, sur la base de la pratique du Comité de Lutte Contre le Chô-



mage systématiser les points de vue justes, les transforme en propositions d'action. Seulement ainsi, elle sera en mesure de retourner aux masses des orientations enrichies, précises, mobilisatrices, enracinées dans les besoins, les exigences des masses et capables de se transformer en force matérielle.

L'examen de l'activité engagée sur un quartier dans une autre ville fait ressortir la même nécessité impérative d'un travail communiste de cellule, pour soutenir et orienter l'activité du comité mis en place, qui a engagé la lutte contre le chômage et la répression. Sinon, la confrontation des points de vue, les aspirations à la lutte, les acquis de la pratique ne débouchent pas sur des actions susceptibles de constituer des victoires pour les masses. Sinon, le comité reste fragile et lié superficiellement aux masses. Liée à cette exigence, celle de fixer les cibles de lutte, d'intervention sur le quartier lui-même, en fonction des besoins, des préoccupations, des exigences des masses. Ne pas s'engager dans cette voie conduit à des actions minoritaires, de type propagandiste, qui, sous prétexte d'unité populaire, restent largement extérieures aux masses. En effet, tenter d'organiser une délégation d'habitants du quartier en soutien à une lutte d'ouvriers de la ville, indépendamment d'une organisation préalable de la lutte sur le quartier, indépendamment d'une large mobilisation, et sans que soient pris en compte les problèmes du quartier, risque de saper les bases de développement du comité de lutte. C'est oublier que le succès d'une action dépend étroitement de la correspondance entre les perspectives de lutte avancées et le degré de prise de conscience, de mobilisation des masses. C'est oublier que la justesse d'un mot d'ordre ne peut être appréciée indépendamment de sa capacité à entraîner les masses dans l'action, de sa capacité à transfor-

mer la volonté de lutte qui existe, en actions. Mais pour parvenir à cela, pour affiner un appel général et le transformer en appel vivant, concret, il est nécessaire qu'une cellule, sur la base de son travail, de sa pratique, de sa propagande, de l'enquête, synthétise les idées justes, les aspirations à l'action qui se manifestent sur le quartier. Mais cette juste orientation tracée, des difficultés demeurent. Ainsi, devant certaines propositions d'action, des camarades hésitent, par crainte du réformisme. Par exemple, lutter pour la mise en place d'une antenne ANPE sur le quartier, pour éviter aux chômeurs les déplacements, les attentes interminables, « n'est-ce pas aller dans le sens de l'aménagement du chômage ? » Raisonner ainsi risque de conduire à la paralysie et à une incapacité totale à répondre aux besoins immédiats des masses. Toutefois, il est nécessaire de vérifier que l'initiative proposée correspond à une assez large demande, à une volonté de lutte, à un besoin réel, et de l'inscrire dans une perspective révolutionnaire. Et tracer cette voie exige, du point de vue de la propagande, du point de vue de l'organisation, une démarche opposée au dogmatisme, au mécanisme. C'est ainsi que les camarades, pour élaborer une affiche dénonçant la répression sur le quartier, notamment contre les jeunes, ont dû modifier profondément leur projet primitif, en tenant compte des points de vue, des suggestions des jeunes concernés. Le contenu de l'affiche, sa forme ont été élaborés en étroite liaison avec les jeunes du quartier, qui ont pu préciser ce qui serait le plus explicite, le plus mobilisateur, pour les habitants du quartier. Par ailleurs, pour organiser ce groupe de jeunes préalablement constitué, il a fallu tenir compte de leurs habitudes, sans plaquer les formes d'organisation et de réunion qui peuvent être celles habituelles du Parti.

Mais ces transformations dans le cadre de la pratique du Parti, sous l'angle de la ligne de masse, ne peuvent s'envisager indépendamment de la manière dont les organisations du Parti et leurs directions impulsent le mouvement de rectification. En effet, sans assimilation de ce qu'est la ligne de masse, les transformations amorcées resteront superficielles et fragiles. Cette assimilation implique une étude attentive, une réflexion sur la pratique, une lutte idéologique intense, une critique des conceptions erronées. Cela conduit par exemple à ce que les camarades transforment leur conception de l'enquête, non plus unilatéralement statistique : nombre d'ouvriers immigrés sur le quartier..., mais essentiellement politique et liée à une propagande vivante ; non plus limitée à quelques contacts, toujours les mêmes, mais élargie à une frange des masses. Mais il est vrai que la transformation dans la pratique exige d'examiner les méthodes concrètes de travail. Ainsi, la seule préparation technique du porte à porte, sans préciser sur quels points précis porte l'intervention, réduit cette activité à la seule vente du journal, ou à la recherche dogmatique de l'élément avancé. L'absence de bilan ne peut que renforcer le caractère peu politique de l'intervention. Par ailleurs, dans ces conditions, les camarades apprennent peu dans le porte à porte, recueillent peu ou pas le point de vue des habitants du quartier. Comment, dans ces conditions, la cellule peut-elle, dans ses réunions, partir des problèmes rencontrés par les masses, et opérer une quelconque systématisation des idées justes ? Comment peut-elle, en retour, élaborer sur la base des orientations d'ensemble du Parti, des propositions concrètes qui mettront une frange des masses en mouvement contre le chômage, contre la répression ?

Seuls, quelques aspects des implications du mouvement de rectification sous l'angle de la ligne de masse sont examinés ici. Les transformations engagées, marquent l'avancée actuelle. Elles doivent aboutir à une modification qualitative de l'activité du Parti et de ses liens avec les masses.

FORCES ET FAIBLESSES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

LE CEA

ET L'INDUSTRIE NUCLEAIRE

Début mars, la commission PEON (production d'énergie d'origine nucléaire) remettra à d'Ornano, ministre de l'industrie, un rapport sur le programme nucléaire des années 1978-1979. Ce programme serait de même importance que celui adopté pour les années 76-77. Dans le même temps, se précise la réorganisation du CEA (Commissariat de l'énergie atomique), décidée en juillet par Giscard.

Quelle est la situation de la France dans la compétition internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire ? Quelle est la politique actuelle du gouvernement ?

LE TOURNANT DE 1969

Dès 1956, l'EDF commande des centrales nucléaires basées sur un procédé mis au point par le CEA : la filière Gaz Graphite qui utilise l'uranium naturel. De la centrale de Chinon, commandée en 1956, à celle de St Laurent des Eaux (1966) ce sont en tout 6 unités de ce type qui sont réalisées. Dans la même période, le programme militaire est largement développé sous l'impulsion de de Gaulle. Ce programme amorcé dès 1955, aboutit en février 1960 à l'explosion de la première bombe A française à Reggane dans le Sahara, suivie du premier essai thermo-nucléaire en août 1968.

Après plus de trois années de discussions souvent très serrées au sein de la bourgeoisie, le gouvernement français, sous la houlette de Pompidou, décide en octobre 1969 d'abandonner la « filière française » pour s'orienter vers les filières américaines à Uranium enrichi.

C'est la première étape d'une évolution qui conduit aujourd'hui (et les transformations ne sont pas terminées) à une nouvelle structure de l'activité nucléaire en France.

FILIERE FRANCAISE ET CONCURRENCE INTERNATIONALE

Le développement dans les années 60 de la filière nucléaire française reflète clairement la volonté de la bourgeoisie française de tout faire pour s'affirmer face à l'impérialisme US. Mais du projet à la réalité il y a un pas, un grand pas... qui n'a été franchi ni dans le nucléaire ni dans l'informatique (échec du plan calcul). Pourquoi ?

Pour réaliser le projet nucléaire français il était nécessaire de disposer d'une base industrielle solide dans de nombreux domaines, notamment dans la grosse chaudronnerie (les chaudières) et dans l'électro-mécanique (les turbo-alternateurs). Or, pour constituer cette base à partir d'entreprises telles que Creusot Loire, Alsthom... il fallait qu'un marché suffisamment vaste leur soit offert. C'est la condition pour que les énormes investissements nécessaires soient rentables. En fin de compte le facteur déterminant du succès ou de l'échec des ambitions d'indépendance de l'impérialisme français réside dans le rapport de force politique entre la France et ses concurrents, notamment les USA. Et dans ce domaine la France est et reste un impéria-

lisme secondaire : l'échec de la construction d'une « Europe forte et indépendante », le caractère limité du marché que représentent (au moins jusqu'à maintenant) les pays du Tiers Monde dominés par l'impérialisme français, ont conduit à n'offrir aux industriels qu'un marché très limité : le marché intérieur.

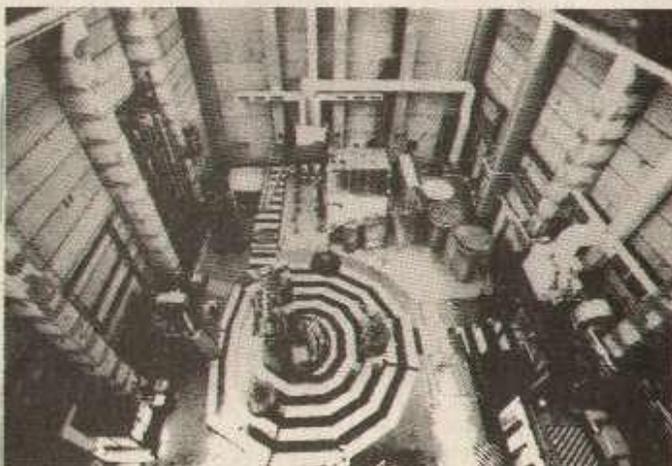
C'est pourquoi les deux groupes industriels de construction nucléaire (Creusot Loire et la CGE) se sont tournés vers les procédés US qui bénéficient du marché important dominé par l'impérialisme US. Mais du même coup ces groupes ont fait pression pour l'abandon de la filière française et en fin 69 ils obtiennent gain de cause.

Ce tournant une fois pris, un nouveau problème doit être tranché. Comment va se structurer le secteur industriel nucléaire ? Cela concerne deux domaines : la construction des centrales et ce qu'on appelle l'industrie du « cycle du combustible », c'est à dire la fabrication et la récupération des charges de combustible nucléaire.

REORGANISATION DU SECTEUR DE CONSTRUCTION NUCLEAIRE

Cette opération délicate de structuration ne s'est terminée que cette année.

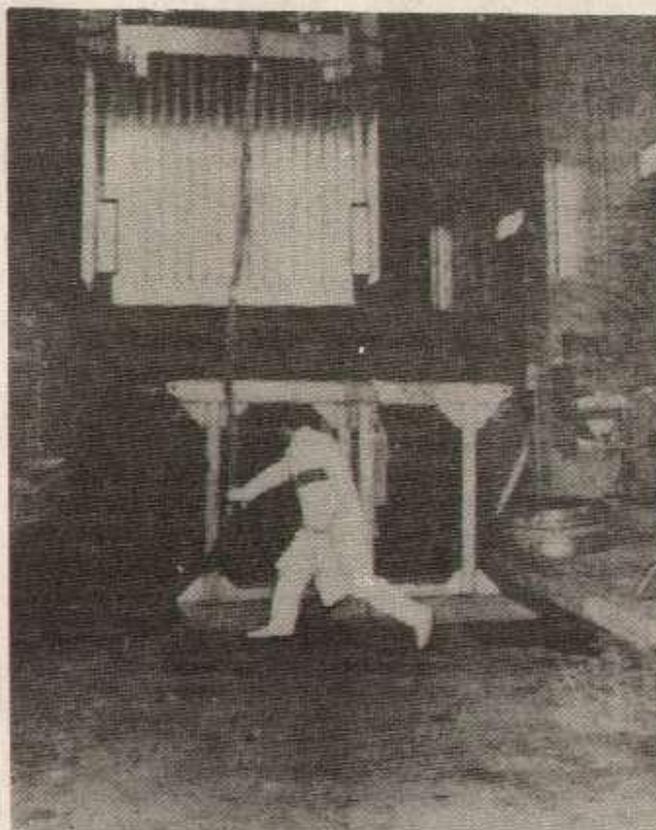
Il a donc fallu plus de cinq ans pour que se dessinent les contours exacts de ce secteur. Au départ les forces tes : les deux groupes industriels la CGE (qui exploite la licence US de la General Electric et Creusot Loire exploitant la licence Westinghouse par le biais de la société Framatome) et le CEA.



Dans un premier temps le gouvernement, qui fixe les orientations de l'EDF, a admis le principe d'une concurrence entre les deux groupes industriels. Toutefois, il a accordé une nette priorité à Framatome en lui confiant la plupart des commandes (17 sur 19 de 1970 à 1975). Cette priorité résulte notamment des difficultés, qu'a rencontrées la CGE pour inclure dans son groupe un solide constructeur de chaudières (une des pièces maîtresses des centrales). Cet été la question a été finalement tranchée par Giscard : Framatome sera le seul constructeur de centrales nucléaires en France. En contrepartie, la CGE voit sa position consolidée dans la fabrication des turbo-alternateurs par sa filiale Alstom.

Mais il restait à régler les rapports avec le CEA. Cela a été fait en même temps que le choix d'un constructeur unique. Le CEA, créé en 1945, a acquis au cours de ses 30 années d'existence une riche expérience du nucléaire, notamment grâce aux applications militaires et aux travaux de recherche fondamentale. Avec le développement du programme des centrales nucléaires à la fin des années 60 et surtout depuis 1973, donc avec le passage de la mise au point de techniques nouvelles à leurs applications de leurs rapports avec le CEA. Ce réaménagement s'est traduit par l'entrée du CEA dans la société Framatome, ce qui réduit d'autant le poids de Westinghouse.

Du point de vue du gouvernement, cette solution permet de limiter les risques d'une soumission totale de la politique nucléaire aux capitaux étrangers : le CEA disposant d'une minorité de blocage au sein de Framatome peut servir de contre poids. Plus ambitieux est le projet de « franciser » grâce au savoir du CEA, la filière US. Plus ambitieux car une telle opération, si elle est sans doute possible sur le plan technique, risque fort de se heurter, aux mêmes obstacles politiques que la défunte filière française.



Du point de vue de Creusot Loire et de Framatome l'opération est intéressante. Cette société va bénéficier ainsi gratuitement de toute l'expérience scientifique et technique du CEA et bénéficiera à l'avenir des résultats des recherches du CEA financées sur fonds publics. D'autre part, c'est l'alignement du CEA sur les intérêts du capital alors que dans le passé le gouvernement a rencontré souvent d'importantes résistances, au sein même du CEA, à sa politique.

RESTRUCTURATION DANS LA PRODUCTION DU COMBUSTIBLE

Le « cycle du combustible » - du minerai d'uranium aux « charges » placées dans les

centrales et à leur retraitement après usage - représente un secteur d'activité très important : près de 30% du prix du Kw/h nucléaire concerne la production du combustible. Le CEA occupe dans ce domaine une place importante. Dès 1946, d'importantes prospections ont été réalisées pour localiser les gisements d'uranium. D'autre part, avec le programme militaire, le CEA a acquis une position dominante dans la fabrication de l'uranium enrichi (usines de Pierrelatte et prochainement celle d'Eurodif dans laquelle le CEA dispose de près de 50% des actions) et dans le retraitement (usines de Marcoule et La Hague).

Ici encore, comme pour la construction des centrales, une réorganisation est en cours. Mais elle est moins avancée.

Au mois de janvier 76, le CEA vient de constituer une filiale à 100% (la SOGEMA) qui groupe toutes les activités du CEA concernant le combustible. Cette filiale est en concurrence avec une société créée par PUK et Westinghouse (la FBFC) qui assure la réalisation des charges de combustibles pour les centrales actuellement construites en France. Il est à peu près certain que les choses ne resteront pas longtemps en filiale, dans la logique de toute la réorganisation du CEA, un mariage avec le « concurrent » privé, ce qui aboutirait à la formation, sur le marché français du combustible nucléaire, d'un producteur unique absorbant - sans doute à bon compte - le secteur correspondant du CEA. En contrepartie, le gouvernement peut espérer sauvegarder partiellement la position forte qu'occupe la France, grâce au CEA, dans le cycle du combustible.

LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS : FAIRE LA PART DU FEU

De l'abandon de la filière française à la réorganisation en cours du secteur nucléaire en France, une constante apparaît dans la stratégie de l'impérialisme français. Finie la prétention d'être fort tout seul, dans tous les domaines. Le splendide isolement n'est pas rentable. Pour les capitalistes l'important est de se placer sur les marchés prometteurs. Et si pour y parvenir il faut s'allier à des capitaux étrangers, ces alliances sont les bienvenues. L'internationalisation du capital dans le nucléaire est chaque jour un peu plus une réalité qui traduit la concurrence acharnée entre l'impérialisme et les rapports de forces.

La France est un impérialisme secondaire ; les capitalistes français doivent donc finalement admettre de faire la part du feu : partager le gâteau avec les concurrents pour garder un morceau.

OU VA LA CFDT ?

A L'ÉPREUVE DE LA RÉPRESSION

3 décembre, 8 h 30, aux sièges des Unions CFDT de Bordeaux et Besançon, la police intervient, fouille et saisit des documents syndicaux, arrêtant les secrétaires d'Unions (Bourre et Jussiaux), tandis qu'à leur domicile sont également appréhendés trois militants CFDT (à Besançon et à Strasbourg)... L'affaire de «tentative de démolition de l'armée» est lancée : le juge Gallut opère ; la Cour de Sécurité de l'Etat est à l'œuvre et commence à peupler le Fort de l'Est à Saint-Denis !

quait clairement un camarade de la CFDT-PTT de Lyon-gare, récemment touché par la répression (avec 5 autres militants lyonnais) : «*La perquisition et l'interrogatoire tournaient autour de mes activités militantes et très peu sur la question de l'armée*». C'est des renseignements sur les luttes (aux PTT et à Paris-Rhône) qu'étaient venu chercher les policiers chez ce militant, comme chez ceux de la première vague répressive !

Cette agression vise à briser les luttes des travailleurs, à casser leur rassemblement en une large

Rapidement, cela a rencontré la préoccupation du P«C»F et de ses tenants dans la CGT, tel Krasucki déclarant (dans la Vie Ouvrière du 17/12/75) à l'intention de la direction de la CFDT : «*Il faut une démarcation claire et catégorique avec les positions et les manœuvres gauchistes*». Face à l'attaque frontale de la bourgeoisie, et alors que rapidement les avocats des militants emprisonnés prouvèrent que «*les dossiers sont vides*» et que les questions de défense nationale ne sont qu'un «*prétexte*», le P«C»F et la direction confédérale CGT qu'il contrôle appelaient ouvertement

Dans ce contexte, la position de la Confédération CFDT va rapidement fluctuer :

Le 4/12/75, le Bureau National dénonce : «*L'attaque contre la classe ouvrière, ses capacités d'action et les libertés syndicales*» perpétrée à travers les coups portés à la CFDT. Et le 5/12, la CFDT rassemble 20 000 manifestants, soutenus seulement par le Comité National de Soutien aux Emprisonnés et des révolutionnaires, tandis que le P«C»F, la FEN... et le PS (I) condamnent cette démonstration «*peu claire et favorisant l'amalgame*».

En réplique, la CFDT fera remarquer que «*face à l'événement, le PCF et la CGT n'ont pas cru devoir traduire en actes concrets leurs affirmations sur les libertés*».



53 inculpés viendront successivement allonger la liste des victimes de ce «*complot à propos de l'armée*». Car, c'est sûr qu'il y en a eu un : celui fomenté par le pouvoir bourgeois, contre les libertés démocratiques, contre les militants combattifs, les révolutionnaires et contre les droits acquis par la classe ouvrière et le mouvement

syndical ! Comme l'indioffensive contre la crise. La CFDT et ses militants ont eu une large part dans ces coups : pour le pouvoir, c'était notamment le moyen de tenter de scinder les forces syndicales en poussant à l'isolement des secteurs combattifs, des révolutionnaires et de tous les «*gauchistes*» dans la Confédération...

la CFDT à faire le ménage, car, selon eux «*ce n'est pas un mystère que des éléments gauchistes occupent des responsabilités dans un certain nombre d'organisations de la CFDT. Mais les organisations de la CGT ont besoin de savoir avec qui elles traitent, et si c'est réellement la CFDT ou bien autre chose !*»

Mais, on change vite de ton, rue Montholon : dès le 15 décembre, faisant suite à une entrevue Maire/Mitterrand, un texte commun est signé par la CGT, la FEN, le P«C»F et la CFDT où sont dénoncées «*les tentatives d'amalgame avec des activités antimilitaristes minoritaires et irresponsables*», appelant à une manifestation «*unitaire*» le 18 décembre ; et ce jour-là, les révisionnistes du P«C»F (section Renault et fédération des Hauts-de-Seine, en tête) s'affronteront au service d'ordre des Unions Locales parisiennes de la CFDT... Suite à quoi, E. Maire devait déclarer au «*Monde*» (le 20/12/75) : «*Certains ont pris des initiatives dépassant les positions de la CFDT, sans un débat confédéral approfondi sur les enjeux et les*

conséquences de leurs actes... Nous devons veiller à ce qu'il n'y ait pas de militants animés de l'extérieur de la CFDT qui introduisent dans notre organisation des pratiques contraires à ses orientations... Il faut rétablir le fonctionnement normal de la démocratie syndicale et cela peut aller jusqu'à l'exclusion !» Ce qui eut pour don de réjouir «l'Humanité», sur le thème «C'est exactement ce qu'on n'a cessé de réclamer depuis le début» !...

UNE CURIEUSE CONCEPTION DE LA «DÉMOCRATIE SYNDICALE» !

Depuis fin décembre, les faits ne cessent de s'accumuler, prouvant que le ménage souhaité par les partis de l'Union de la Gauche était en cours :

- lançant la pétition nationale CFDT pour la libération des emprisonnés, E. Maire annonçait qu'«afin d'éviter l'amalgame... la CFDT organisera la défense des responsables mandatés et de ceux qui, à titre personnel se sont battus sur sa ligne politique» et eux seuls !

- toute une série de mandats syndicaux ont été remis en cause à l'encontre de militants combattifs, de syndicalistes révolutionnaires de Dijon, Nancy, Thionville, Mulhouse, Bordeaux, Besançon, Amiens, Paris, Caen, et surtout Orléans (où les représentants des principales usines récemment en lutte ont été évincés du Conseil de l'Union de Secteur)... et ce, à l'instigation du PS ou du CERES dans la CFDT...

- des attaques ont été portées par l'Union Départementale de la Seine contre l'organisation et l'activité des Comités de Chômeurs qui travaillaient en liaison avec la CFDT sur les XV^e, XIII^e, X^e arrondissements, etc.... parce qu'ils n'étaient pas au goût de l'Union Départementale, «dans la ligne» !

- un meeting contre la répression dans l'armée et pour la libération des sol-

datés et des syndicalistes emprisonnés organisé (avec le syndicat de la Magistrature, le Comité National de Soutien aux Emprisonnés) par les Unions Locales XIII, VIII-IX, X^e avec le soutien des syndicats de la Banque, du Livre, du Commerce et des Services, du Betor et d'Hautecoutex du secteur, a été interdit par l'Union Départementale 75 CFDT. Et

«cabulaire radical» qui feraient de la CFDT un «faux syndicat», «ghetto minoritaire», «contrôlé par des groupes politiques extérieurs» : quel comble, quand on sait que l'auteur de ce beau couplet d'indépendance syndicale... envers les révolutionnaires, est un des premiers signataires de l'Appel des 200 pour les Assises du PS de 74 !

dicalistes révolutionnaires dans la Confédération, on voit la manœuvre : écarter le maximum d'opposants conséquents au Rapport de la direction actuelle, étouffer par avance les voix qui l'interpelleront à coup sûr sur le bilan de ces trois dernières années, sur l'absence de perspectives de mobilisation tracées pour ce 37^e Congrès et sur les manœuvres politiques



depuis la tenue, malgré tout, de cette réunion (dans des locaux prêtés par le syndicat CGT des correcteurs !), l'Union Régionale Parisienne et l'Union Départementale ont commencé à «vérouiller» les Unions Locales en liant «toutes décisions ou initiatives des Unions Locales» (tracts, affiches...) à «l'accord préalable» de l'Union Départementale, «afin d'assurer l'homogénéité des positions» !

L'existence même des Unions Locales parisiennes est remise en cause, malgré l'opposition des Unions 1^e-2^e-3^e-4^e, 8^e-9^e, 10^e, 20^e, et des Syndicats du Commerce et des Banques de Paris...

- A Lyon, un permanent de l'Union Départementale, responsable des Métaux CFDT fait paraître sous le titre «Parlons-en», une plaquette où il s'en prend aux visées de «tendances politiques au vo-

Mais, pour couronner toutes ces opérations, visant à «épurer» les structures CFDT donnant accès au Congrès de toute opposition syndicale conséquente, la majorité social-démocrate sortante de l'équipe dirigeante de l'Union Régionale Lorraine vient de se distinguer ! Cette fois, c'est carrément le texte préparatoire du Congrès Régional Lorraine (d'inspiration CERES) qui prétend qu'«on ne peut à la fois adhérer à la CFDT et en même temps propager des écrits tels que les tracts édités par le PCR», sous le prétexte totalement frauduleux que «ces écrits insultent des militants de la CFDT, dénaturent ses positions et visent à démolir l'organisation» !

Quand on fait la somme de telles attaques et autres travestissements grossiers des positions des communistes et des syn-

visant à attacher la CFDT à la carriole de l'Union de la Gauche, plus solidement qu'elle ne l'est aujourd'hui !

D'autant plus qu'à cela s'ajoutent les conditions matérielles de préparation, qui constituent en elles-mêmes un obstacle à la démocratie syndicale, à l'expression politique large des syndiqués. Ainsi, la date limite de dépôt des amendements sur la Résolution du Bureau National avait été fixée au 26 février, alors qu'à la date du 19 - soit une semaine pleine auparavant - une immense majorité de sections syndicales d'entreprises étaient encore soit sans texte, soit (plus généralement) sans textes en nombre suffisant et ce, du fait de l'inertie ou parfois même de la volonté délibérée de certaines structures (syndicats de branches : dans la chimie, ou nationaux : le SGEN...) de laisser aller les choses. Ce qui revient à remettre la ques-

tion du Congrès uniquement entre les mains de quelques uns, déjà mandatés et sûrs de pouvoir s'exprimer, au détriment net de la prise en charge par les syndiqués. Autant dire qu'avec un tel barrage, redoublé par le mûchage des amendements au niveau du Conseil National d'avril (laissant moins d'un mois pour «apprécier», si l'on peut dire, le Rapport d'Orientation destiné à ouvrir le Congrès)...

essentiellement l'«Union des Forces Populaires» !

En axant l'analyse de la CFDT sur ce terrain, le Bureau National sortant prend en compte une profonde aspiration ouvrière : l'unité ! Dans les entreprises, face à la politique de crise, à la répression qui l'accompagne pour contraindre les travailleurs à payer la note (chômage, misère croissante, dégradation accélérée des conditions de travail...), cette

taille que d'aller retléter dans sa totalité cette aspiration des travailleurs qui vise, pour hâter leur libération, à en rassembler les conditions, les forces, autour du prolétariat !

Dans la mobilisation des femmes de grévistes autour d'Usinor-Dunkerque, puis de Solmer en lutte, dans les rassemblements d'ouvriers, de paysans et de marins de la Bretagne dressée contre Chirac, dans les cortèges d'ouvriers solidaires de Paris

lutionnaire !

Tout autre est la conception, mainte fois affichée, des dirigeants réformistes en place dans la Centrale CFDT :

«C'est l'union de toutes les forces de gauche qui acceptent d'agir ensemble pour réunir les conditions du passage au socialisme, pour renverser l'actuel pouvoir politique (...). Une union entre les formations politiques de gauche et les organisations syndicales pour une mobi-



UN CONGRÈS POUR «RENDRE CRÉDIBLE» L'UNION DE LA GAUCHE

Nous aurons l'occasion, dans un prochain article de revenir sur l'orientation «autogestionnaire» actuelle de la Confédération (déjà abordée dans F.R. n° 2), sur le projet de société qu'elle sous-tend et la stratégie politique développée vis-à-vis du pouvoir de classe de la bourgeoisie et de son Etat. Pour l'heure, quand on s'en rapporte aux Congrès Régionaux immédiatement précédant celui, Confédéral, d'Annecy (en particulier, ceux d'Unions Interprofessionnelles en vue comme Caen, Rhône-Alpes, Lorraine...) on voit bien qu'au cœur des débats se trouve

exigence s'affirme. Autour des usines en lutte, dans les quartiers mobilisés contre les saisies et les tutelles, de concert avec la montée de la révolte des petits paysans et de leurs initiatives de ventes directes et de soutien réciproque... c'est la réalité du camp du peuple qui tend à s'assembler peu à peu vers une issue anti-capitaliste.

Et c'est ça que cherche à faire espérer derrière le vocable d'«Union des Forces Populaires», la direction confédérale ; c'est là dedans qu'en fait les syndiqués massivement se retrouvent. Aussi, pour les communistes révolutionnaires et pour les syndicalistes de lutte de classe, ce n'est pas une moindre ba-

Rhône à Lyon, d'Air France, dans l'action in-interrompue des ouvriers et employés des entreprises d'Orléans depuis 4 mois, dans la solidarité populaire auprès des ouvriers immigrés des foyers Sonacotra en grève, dans la mobilisation commune des chômeurs et des hospitaliers pour l'embauche dans le secteur Santé : la voilà à l'œuvre l'«Union des Forces Populaires» que recherchent les militants combattifs, sincères, de la CFDT ; cette Unité Populaire autour de la classe ouvrière qu'ils construiront, avec les travailleurs soucieux de mener la lutte de classe dans la CGT, c'est celle à laquelle travaillent notre Parti et tout Syndicaliste Révo-

lisation populaire sur des objectifs prioritaires significatifs de la transition au socialisme choisie et susceptible d'animer durablement le mouvement des masses».

(Extraits du texte préparatoire au Conseil National CFDT d'avril 74, définissant les objectifs de transformation conduisant au socialisme... selon le B.N.)

Cette «union là, on l'a vu aussi se concrétiser : avec l'accord de juin 74 dit «Anti-Lip» dont se réjouissait encore récemment l'Humanité comme «la référence essentielle» au nom de laquelle le P«C»F et le PS peuvent s'en prendre aux militants et sections qui pratiquent trop ferme-

ment à leur goût la lutte de classe sur les positions du prolétariat (à Fougères, à Paris-Rhône, à Orlane...)

- avec l'appel du Bureau National à : «*tout faire, en syndicaliste, pour la victoire des forces populaires*», c'est à dire de Mitterrand et du programme commun en 74...

- avec la participation de membres en vue de la direction confédérale et de certaines directions fédérales ou régionales (Métaux, PTT, Rhône-Alpes...) à l'opération des assises du PS de l'automne 74 (cf. *Front Rouge* n° 2)...

- avec les nombreuses journées interprofessionnelles d'inaction syndicale qui ont émaillé tout l'automne 75 et ce début d'année encore, sans résultat qu'une protestation sans lendemain à laquelle est

sourd le pouvoir...

- avec la volte-face CFDT dans la défense des emprisonnés qu'on a vue...

- avec surtout, la volonté affirmée par Maire dans le journal du PS (puis par le rapport Rollant au Conseil National de janvier, sous une forme édulcorée) de faire en sorte qu'il n'y ait pas «*un groupe de travailleurs qui parte en pointe sur un thème particulier*», dans la période, mais seulement «*une action de masse unitaire, bien conduite, bien perçue dans l'opinion*», (c'est à dire : pas seulement par les travailleurs !) et «*sur des revendications négociables*», susceptibles en fin de compte d'«*unifier l'ensemble des catégories de l'OS à l'ingénieur*», comme dirait le P«C»F et «*d'éviter l'action isolée et mino-*

ritaire» : est-ce assez clair ?

Oublié Penarroya, LIP Sovirel ou Paris-Rhône ! L'important pour les dirigeants confédéraux sortants, ce sont les grands rassemblements en trompe l'œil. Ce qui compte ? Ce n'est que ce qui permettra «*d'améliorer la crédibilité de l'Union des Forces Populaires*», c'est-à-dire d'un rassemblement des gens du Programme Commun et de leurs compères plus spécialement «*autogestionnaires*» ! L'Union de la Gauche, portée au pouvoir par une mobilisation des travailleurs, auxquels la résolution du Congrès CFDT prévoit d'octroyer pour tout potage un «*pouvoir de décision*» qui serait «*progressif*», et de toute façon «*limité*».

Que les masses servent ainsi de faire valoir, de tremplin pour l'occupation de l'Etat bourgeois par la soi-disant Gauche : voilà ce que refuseront de nombreux syndiqués !

Contre les nouvelles manœuvres confédérales travestissant l'aspiration révolutionnaire des travailleurs à l'Unité Populaire pour le socialisme et bradant les luttes au profit de l'Union de la Gauche, les communistes et syndicalistes révolutionnaires se dresseront et mobiliseront largement les syndiqués, les travailleurs concernés pour qu'au 37^e Congrès, tous prennent leurs affaires en main et fassent échec aux plans réformistes de la majorité confédérale sortante !





CHOMAGE

DE LA RESIGNATION A LA LUTTE

Quand on entre dans une Agence Nationale pour l'Emploi, c'est toujours la même impression : ambiance tamisée, feutrée, bureaux et comptoirs laqués, questions et réponses échangées à mi-voix : « Votre âge ? », « Quel est votre métier ? »... D'autre bruit, point, sauf quand une courte altercation fait dresser l'oreille : « Mais je n'ai pas d'accent » proteste une jeune femme noire, intéressée par un emploi de standardiste... « Vous ne vous entendez pas ! », rétorque l'employée, qui, du regard, cherche vainement l'approbation des autres chômeurs... Eux se taisent, comme ils se taisent assis sur les sièges *design*, le regard dans le vague ou posé sur un journal, comme ils se taisent dans la file, leur carte de pointage à la main ; un tour devant le panneau d'affichage, parfois un hochement de tête... oh ! rien de fébrile dans ce regard qui cherche ; non l'impression d'un devoir accompli, celui qui permettra de se dire tout à l'heure, de se justifier devant les autres : « non il n'y a vraiment pas de travail ; ce n'est pas de ma faute » avant d'aller se rasseoir dans l'attente du travail impossible. Remplir un dossier, attendre... encore des papiers... attendre... pointer... attendre... Silence et résignation, c'est l'ambiance, savamment distillée par ces temples du chômage.

l'apprentissage de la soumission

« Je ne suis pas chômeur ». « Ah bon, tu as du travail ! » « Non, je n'ai pas de travail depuis deux mois »... Très jeune, l'allure d'un lycéen, il ne se reconnaît pas *chômeur* ; il n'est pas inscrit à l'Agence « ça sert pour qui veut bien s'inscrire » ; il préfère chercher par les petites annonces des journaux. En fait, il a commencé à constituer un dossier mais des certificats de travail lui manquent ; aller les chercher... pour se faire recevoir comment ? écrire... pour recevoir une réponse quand ? Tous ces papiers qu'il faut retrouver, ces formulaires qu'il faut remplir avec les bonnes dates aux bons endroits... (pour toucher combien ?), autant d'obstacles devant lesquels le chômeur se retrouve seul. Avant d'avoir droit à sa carte, avant d'avoir droit aux allocations, tout un cycle auquel il faut se soumettre. Tout un cycle destiné à détruire la résistance du chômeur, à le

transformer en demandeur d'emploi soumis et résigné. Autant d'obstacles qui se transforment en rideau de fer, lorsqu'on ne sait ni lire ni écrire le français, lorsqu'on ne satisfait pas au moment voulu aux formalités exigées. Témoins ces milliers de chômeurs - surtout immigrés - rejetés des listes par la circulaire Métails parce qu'ils n'ont pas renvoyé dans les huit jours un formulaire rempli. Témoins ce jeune marocain : «J'ai été malade un mois et je me suis soigné comme j'ai pu... Quand mon patron m'a demandé le certificat du médecin, je n'en avais pas ; et je me suis retrouvé à la porte. Comme ma carte de travail n'est pas valable pour Paris, personne ne veut m'embaucher.»

le chômeur accablé par la bourgeoisie

Là commence l'engrenage : rejeté du monde du travail, le chômeur se retrouve seul, quetté par mille difficultés, qui bientôt vont remplir toute sa vie. Quand on est chômeur, tout est là pour vous le rappeler : le loyer qu'il faut bien payer, la monnaie qu'on compte avant d'entrer au café, les regards des voisins qu'on croise dans l'escalier (tiens, il ne travaille pas). Mille difficultés ressassées toute la journée, parce qu'une fois les annonces consultées, il n'y a rien d'autre à faire de cette journée, celle d'hier,



celle de demain. Une coupure brutale avec le monde du travail.

se trouver des excuses

«Du travail, il y en a. Si tu veux vraiment en trouver, tu peux...» Idée savamment entretenue par les petites annonces des journaux, les placards des agences d'intérim. «Je le disais moi aussi avant, explique un noir, en chômage depuis six mois, mais quand on t'a fait dix fois le coup du «quelqu'un a déjà téléphoné», ou, «on vous convoquera pour un essai», tu commences à déchanter. Mais tu doutes tout le temps : «Peut-être que je m'y prends mal» et puis, c'est vrai que pour moi, c'est plus difficile que pour un français...». Trouver des justifications : la nationalité, la couleur de la peau, la qualification qu'on n'a pas... c'est la première réaction du chômeur devant

...dans la mauvaise conscience

Tenaillé par la hantise du travail, harcelé par l'argent qui manque, traqué par la perspective de la saisie, de l'expulsion, le sans-travail n'est pas seulement rejeté par la bourgeoisie. Mais prolétaire qui ne peut plus vendre son seul bien - sa force de travail - chômeur qui n'est même pas un nom sur une liste d'ANPE, qui n'est parfois même plus une adresse, pour qui existe-t-il ? «On est des parasites» dit un jeune, exprimant ainsi cette mauvaise conscience que la bourgeoisie inspire au chômeur. «Je vis aux crochets de mes parents, ajoute-t-il. Avant, je leur donnais ma paie. Mais si ça se prolonge...» Sensation aigüe que, même payé, le chômeur est à la charge de la classe ouvrière, qu'une paie de moins, c'est pour la famille, pour les copains qui l'hébergent, des privations en plus. «Ca me gêne vis à vis d'eux d'être chômeur. Ils ne me le reprochent pas, mais je vois bien qu'ils croient que je ne cherche pas comme il faut. C'est pénible...» Cette mauvaise conscience diffuse, cette impression du chômeur d'être responsable de ses propres difficultés ou de celles qu'il occasionne aux autres, sur quelles idées reposent-elles ?

cette évidence : il n'y a pas de travail. Reprendre à son compte les arguments de la bourgeoisie. Un jeune, montrant le panneau d'affichage des offres d'emploi : «Tu as vu ? Il n'y a que des trucs qualifiés. Quand tu téléphones et que tu dis que tu ne l'as jamais fait, ils t'envoient ballader. Leurs petites annonces, ça me fait rigoler. L'autre jour, ils demandaient un plieur d'enveloppes qualifié ! » A en croire *France Soir* et les offres d'emploi, avec une qualification, on trouverait du travail, mais qu'en pensent les chômeurs qualifiés ? 50 ans, les temps déjà bien grisés, il est amer : « Ca va faire six mois que j'ai les 90 % ! Ca fait trente ans que je suis décolleteur. Vous ne me croirez pas, mais il n'y a rien ! Un emploi de magasinier, je pourrais peut-être trouver ; je serai peut-être bien obligé... ». Toutes ces illusions, ces justifications adaptées à chaque catégorie de chômeurs, ne sont pas seulement souvent reprises par les travailleurs ; ce sont les chômeurs eux-mêmes qui les reprennent, se chargeant ainsi, pour une part, de la responsabilité du chômage.

détourner la colère

C'est pour la bourgeoisie un moyen de détourner la colère des chômeurs. Contre eux-mêmes. Contre les autres.

Au jeune, révolté contre ces faux arguments, contre cette attente résignée du travail, que propose la bourgeoisie ? «Deux fois que je viens pour mon dossier ; il manque toujours quelque chose, je laisse tomber. De toute façon, elle m'a dit que je n'aurais sûrement rien». Ecoeuré... «Je n'ai pas été licencié, je suis parti». Pourquoi ? Il ne répond pas... Le chômage pour tout avenir, et le désarroi. Derrière cet abandon, derrière ce refus de la lutte la plus spontanée - la lutte pour ses droits - un refus plus global : celui de la société capitaliste, de ses choix idiots : «Maintenant, tu n'as pas le choix ; ou tu es chômeur, ou tu acceptes d'être dix heures chez un charcutier, comme on m'a proposé l'autre jour.»

Coïncé entre un travail abrutissant qu'il veut fuir et la perspective du service militaire qui bloque toute embauche définitive, où peut-il aller ?

Travailler deux jours, trois jours, une semaine...vivoter au hasard des *missions* d'intérim parce qu'il faut bien survivre.

Devancer l'appel, s'engager ? Avec l'espoir qu'après il y aura moins de difficultés à trouver de

l'embauche ? pour beaucoup, c'est non pas la solution, mais le pis-aller, celui qu'on accepte du bout des lèvres, la rage au coeur. Du travail, vous en voulez ? Vous n'avez qu'à choisir...L'armée vous nourrira et vous habillera avec contrat renouvelable ! Si vous préférez sécurité du fonctionnaire et bonne paie...la police embauche.

Refus du chômage-institution, du chômage-poinçage ; refus du travail. Et la tentative de trouver une voie libre, une voie qui refuse ce choix : la tentation du chômage sauvage.

«On est des marginaux ? Et alors ? »Tournant posément la cuillère dans sa tasse de café, il ne lance pas un défi ; c'est juste une évidence, la constatation que dans le monde dominé par la bourgeoisie, les jeunes sont doublement rejetés : comme jeunes et comme chômeurs. Simplement, comme beaucoup de jeunes chômeurs, accepter ce rejet, c'est tenter de trouver une issue, c'est essayer de se construire un monde à part.

Jeunes chômeurs qui occupent leur journée, on ne sait trop comment, ou jeunes délinquants ? L'assimilation est vite faite. D'autant plus que du chômage à la délinquance, c'est toujours la bourgeoisie qui choisit. Et le fil est toujours le même : l'argent. Argent du salaire...Argent des allocations...Argent du vol et du trafic. Au jeune qui refuse notre société des cadences, qui refuse l'attente silencieuse du travail, que propose la bourgeoisie ? De «choisir sa voie» ? oui, la «déméride», l'engrenage des casses de mobylettes et de magasins, le vol. Au jeune qui refuse d'étouffer dans notre société, qu'apporte-t-elle ? La prison.

enfermer le chômeur dans sa solitude qui détruit ses racines...

Révolte qui se referme sur elle-même, rongant la volonté, la santé.«Avant, je me levais à cinq heures tous les matins ; je râlais que c'était une vie de dingue. Maintenant j'y pense comme si c'était le bon temps». Pesant ses mots : «Je ne sais pas si j'aurais encore le courage de le faire». Et les amis qui disparaissent ; la solitude pesante qui revient dans toutes les conversations...Pourquoi cette coupure entre ceux qui travaillent et les autres ? «Je ne sais pas. Je crois que c'est le système qui veut ça. Au

boulot, avec les copains, qu'est-ce que tu discutes ? Du travail, des chefs, quelquefois de la télé. Ça ne te vient pas à l'idée d'aller voir des chômeurs. Et puis tu vois bien tout ce qu'on raconte : du travail, il y en a pour qui veut travailler...les chômeurs, ils ont les 90 %, de quoi se plaignent-ils ? Tant que tu n'as pas été chômeur, tu ne peux pas comprendre.» Mauvaise conscience du chômeur, incompréhension de la classe ouvrière, le chômeur reste seul face à ses problèmes.

...qui détruit tout autour de lui

L'impression qu'avec le chômage, tout ce qui l'entourait, l'aidait à supporter la fatigue, les brimades des chefs est rongé, devient lancinante. «J'ai maigri de cinq kilos ; je ne pouvais plus supporter personne, on se disputait souvent dans le ménage, j'en étais arrivé au point où je me serais bien *foutu en l'air*. C'est la peur d'en parler qui s'installe dans la famille, l'énerverment parce qu'un gosse a demandé qu'on lui achète le livre exigé par l'école, la honte de l'enfant qui invente de *beaux métiers* pour son père devant ses

copains.

Solitude qui détruit, qui agresse. Chez les jeunes, surtout, la tentation est forte de détourner sa colère sur les autres par le vol, les agressions. Témoins ces jeunes qui se disputent dans un café, s'accusant mutuellement de *dégonflés* parce qu'ils n'ont pas réussi à *piquer des porte-monnaie* dans le métro, et finalement se font vider du café parce qu'ils n'ont rien pour payer.

briser l'isolement et le désarroi

De la mauvaise conscience à l'isolement de la révolte sans espoir à l'agression, le chômage mutilé, isole, détruit. Cette destruction lente, cette usure nerveuse de l'attente qui saisissent les chômeurs, les changent, sont autant de freins à la lutte. En discutant avec des chômeurs, on ressent cette aspiration confuse à n'être pas que des rejetés, condamnés à la résignation. L'obstacle, ce n'est pas la peur de perdre quelque chose - qu'a à perdre le chômeur ? - c'est toute cette façon de vivre le chômage imposée par la bourgeoisie, de se laisser déposséder de tout : son travail, ses amis, son argent, sa confiance dans l'avenir, son habitude de lutter. En discutant avec des chômeurs, on s'aperçoit que quand on a parlé des 90 % ou des difficultés à vivre, même avec les allocations, on n'a encore rien dit. Un chômeur n'est pas seulement un travailleur sans travail, et avec davantage de difficultés financières. En le condamnant au chômage, le capitalisme coupe le travailleur de cette résistance quotidienne à l'exploitation et à l'oppression qu'il vivait. Et il veut en faire un homme brisé, soumis à tous les pointages, convaincu que l'attente est la qualité première du chômeur. C'est toute cette tentative qu'il faut attaquer à la racine.

« Bien sûr qu'il faudrait faire quelque chose : des manifestations, des tracts... je ne sais pas moi », c'est la réponse cent fois entendue, à la fois lasse et exaspérée. Toute une révolte refusée qui bouillonne, un espoir qui sourd, quand on parle des actions engagées par les chômeurs, par les Comités de Lutte Contre le Chômage : empêcher les saisies, obtenir les transports gratuits, exiger l'embauche dans un service public, faire supprimer les impôts des chômeurs. « Ce qui est bien, c'est qu'il y ait des travailleurs avec, parce que tout seuls, on ne peut rien ». « J'aurais bien aimé voir la tête de l'huissier ». « Comment ils ont fait à Toulouse ? »... soudain les questions fusent, l'intérêt renaît. Le jeune qui, après un coup d'oeil rapide sur le *quotidien du peuple* refusait d'engager la conversation « La politique, ça ne m'intéresse pas », demande soudain : « Et il y a un journal où on raconte tout ça ? ». Une brèche est ouverte sur l'espoir, la volonté de lutter. Un instant, la solitude s'est dissipée, mais elle est là, bien présente. Les chômeurs sont tous là, enfermés sur leurs problèmes, silencieux. Va-t-elle à nouveau se refermer sur l'espoir entrouvert ?

Cette lutte de longue haleine, c'est aux communistes aux Comités de Lutte de la gagner. Comment ? En cherchant à voir quels changements le chômage opère peu à peu chez le travailleur : comment le chômeur supporte-t-il cette coupure brutale avec le monde du travail ? En quoi le changement dans son rythme de vie, ses habitudes, ses liens avec les travailleurs modifie-t-il aussi ses idées ? Ecouter la solitude du chômeur, chercher à cerner ses racines dans son passé de travailleur, dans sa résistance consciente ou instinctive à l'exploitation, c'est déjà mieux comprendre ses réticences à la lutte : pour quoi la lutte contre le chômage apparaît-elle souvent comme normale, nécessaire mais aussi comme plus difficile que les luttes dans les entreprises ?

Comprendre les réticences à la lutte, c'est du même coup faire affleurer toute cette volonté de lutte qui reste enfouie, faire surgir les besoins des

chômeurs. Mais *dégaucher* cette volonté de lutte pour la rendre active et consciente ne signifie pas seulement prendre en mains les problèmes de papiers, de transport gratuit ou de saisie. Il faut aussi que le chômeur se sente à nouveau membre de la classe ouvrière, et non rejeté dans un monde à part, et pour cela, briser son isolement. Des rencontres avec des travailleurs, des grévistes, l'organisation de loisirs, de fêtes de quartier, peuvent largement y contribuer. Mais ce qui est déterminant, c'est l'expérience de la lutte : à travers elle, chemine l'idée que d'autres rapports que le *débrouille-tai* sont possibles, que la lutte pour changer cet isolement est possible.

Idee qui se renforce et s'affirme au fur et à mesure de la lutte comme le raconte un chômeur de Besançon menacé de saisie et qui avait pris contact avec le Comité de Lutte lors d'une fête populaire organisée dans son quartier : « Au début, je n'y croyais pas beaucoup, je ne pensais pas que c'était possible de faire quelque chose. Forcément j'ai vécu dans l'isolement pendant un an... je pensais que tout le monde était contre moi... » Et il explique comment, en faisant du porte à porte avec le Comité de Lutte, il a vu les choses changer : l'hostilité du quartier, une fois quelques faux bruits démontés, il n'en restait plus rien. Au contraire, c'était la mobilisation pour empêcher la saisie, de nouveaux rapports qui se nouaient. « Ça m'a apporté un grand réconfort du point de vue moral, je me suis senti épaulé, ça compte beaucoup ». Et ses idées aussi ont changé : « On a montré que c'est possible de faire quelque chose ».

Contre le capitalisme qui réduit les chômeurs à n'être au mieux qu'un nom sur une carte de pointage, qui traque par ses flics et ses huissiers ceux à qui il a refusé cette carte et qui ne sont *même pas chômeurs*, contre le capitalisme qui tente d'obtenir leur soumission devant la fatalité du chômage, qui condamne leur volonté de lutte à la révolte sans issue, ou à l'isolement, organiser la lutte pour les revendications économiques ne suffit pas. Il faut prendre en compte tous les problèmes créés par le capitalisme aux chômeurs, pour faire passer les chômeurs de la résignation à la lutte, pour rompre la solitude du chômeur par la construction, avec eux, de l'unité populaire.

APRES LE XXII^e CONGRES DU PCF

Le 22^e congrès du PCF restera celui de l'abandon de toute référence à la notion de dictature du prolétariat. Cette décision est-elle surprenante ? Ce congrès constitue-t-il un tournant dans la politique du PCF ?

DU 21^e au 22^e Congrès LA CONTINUITÉ DU RÉVISIONNISME

Initialement, le 21^e Congrès préparé sur le thème de «l'union du peuple de France» devait, quelques mois après les élections présidentielles, être celui d'une très large ouverture puisque les appels à l'union s'adressaient même aux gaullistes rencontrant des difficultés avec Giscard. Mais en réalité il dut faire race aux succès électoraux du Parti socialiste, bénéficiaire de l'union de la gauche au détriment du PCF.

A cette même époque le PS, lui, lançait une grande offensive sur le thème «le socialisme est à l'ordre du jour». Il tentait de s'implanter dans

la classe ouvrière par la tenue d'«Assises sur le socialisme», par des manœuvres de mainmise sur la CFDT.

En pleine polémique PS-PC, le 21^e congrès devait donc répondre aux interrogations pressantes des masses et en fin de compte manifestait, pour les circonstances, un «durcissement» du PCF. Celui-ci avait alors besoin de s'affirmer face au PS comme le «parti d'avant garde», le «parti de la classe ouvrière», le «parti révolutionnaire», luttant pour le socialisme. Profitant des luttes de la classe ouvrière, il portait son effort sur son implantation dans les entreprises. L'éloignement, à l'époque, des échéances électorales lui laissait la marge de manœuvre pour ce «durcissement».

Plus d'un an après, au moment où se tient le 22^e congrès, le PCF ne s'affronte plus, exactement aux mêmes difficultés. Le PS a subi des échecs dans ses tentatives de pénétration dans la classe ouvrière ; sa mainmise sur la CFDT s'est

heurtée à un fort mouvement d'opposition. Et la prétendue «dynamique de la gauche» est enterrée depuis longtemps.

Profitant des obstacles que rencontrent actuellement les luttes de la classe ouvrière, étant même partie prenante de leur morcellement, de leur isolement, le PCF peut aujourd'hui de nouveau porter ses efforts, son activité vers l'élargissement de son influence en direction des couches sociales petites bourgeoises et bourgeoises. C'est tout un électorat qu'il doit disputer au PS, un électorat anticommuniste auquel il veut donner des gages sérieux de son abandon du marxisme-léninisme. C'était la fonction de ce 22^e congrès.

DES CONTRADICTIONS INSOLUBLES

Tout au long de la préparation de ce congrès, la direction du parti révisionniste n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de justifier sa



«voie démocratique au socialisme», à travers notamment la tribune de discussion de l'«Humanité». Il s'agit là d'un débat préfabriqué, qui laisse s'exprimer certains points de désaccords (rigoureusement choisis) pour publier ensuite un flot de réponses qui approuvent l'orientation révisionniste fixée. Elle révèle cependant des contradictions bien réelles qui l'opposent aux aspirations, aux questions des travailleurs. Dans sa première phase de préparation, c'est à dire avant la fameuse déclaration de Marchais, il s'agissait essentiellement de répondre aux militants qui se demandent : «Est-ce que la bourgeoisie se laissera déposséder de son pouvoir, de ses biens sans se défendre violemment ? Est-ce qu'on devra garantir, comme l'indique le document préparatoire, la liberté d'expression aux partis et journaux de droite ?». Pour rassurer toutes les couches petites et moyennes bourgeoises (cadres, ingénieurs, techniciens, PME) que le PCF doit gagner pour accéder au pouvoir et qu'il veut associer à son projet de capitalisme d'Etat, il doit s'affirmer à leur égard comme le meilleur défenseur des libertés, de leurs libertés. Ceci entre en contradiction avec la défense de celles des travailleurs. Aujourd'hui alors que ceux-ci aspirent à prendre eux-mêmes les décisions dans leurs luttes, dans leurs syndicats ils se heurtent à l'attitude d'hostilité du PCF à leur égard, et à son abandon honteux des soldats et syndicalistes soumis à la répression.

de profondes oppositions

C'est donc finalement autour de la petite phrase de Marchais à la télévision : «la dictature du prolétariat, c'est dépassé» que tout le congrès devait s'organiser et fixer son orientation. Ce faisant le PCF se propose de rassurer les couches sociales de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie auxquelles il s'adresse. Il souligne à leur intention l'image qu'il entend se donner. Pour être un parti «moderne», correspondant étroitement aux aspirations idéologiques et politiques de ces couches sociales, il n'hésite plus à abandonner les lambeaux de marxisme-léninisme qui les laisseraient dans l'incertitude. Par là même, cette orientation ouverte du parti révisionniste a l'avantage de mettre à nu la réalité même d'une orientation politique qui ne date pas de ce congrès.

Mais tandis que le PCF satisfait aux exigences de ces éléments de la bourgeoisie, il soulève des oppositions non seulement en son sein,

mais plus largement dans la classe ouvrière.

Pour la première fois dans la préparation d'un congrès du PCF des oppositions se sont manifestées au niveau même des conférences fédérales, où le nombre des abstentions et des votes d'opposition a été remarquable. Dans le val de marne, dans les Alpes maritimes, en Gironde par exemple. A ce niveau là la direction a pourtant pris les mesures pour éliminer les oppositions véritables. C'est dire que dans l'ensemble du parti, les partisans du maintien du mot d'ordre de dictature du prolétariat, même s'ils en ont une compréhension limitée, tronquée, sont malgré tout nombreux.

...et une opposition respectueuse

Certes le refus de cet abandon n'a pas la même signification pour tous ceux qui l'ont exprimé. Et il est significatif que la tribune de discussion de l'«Humanité» ait laissé à un Balibar le soin de «représenter» une opposition finalement tout à fait respectueuse à la ligne définie par Marchais. Toute une couche d'intellectuels du PCF, comme Althusser et Balibar, auraient souhaité le maintien de la référence à la dictature du prolétariat. Ils sont d'accord sur le fond de l'orientation révisionniste du PCF élaborée depuis plus de 30 ans. Ils sont opposés dans la pratique à la lutte révolutionnaire du prolétariat et à l'instauration de sa dictature contre la bourgeoisie. Mais ces intellectuels soucieux de la phrase, de l'usage du vocabulaire marxiste-léniniste pour mieux camoufler la politique révisionniste perdent aujourd'hui précisément cette fonction particulière qu'ils avaient au PCF.

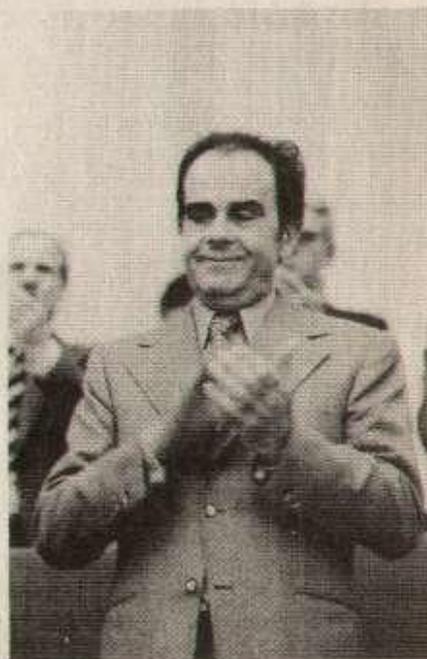
En mettant en vedette sur ce type «d'opposition» la direction du PCF voulait masquer, étouffer la voix de ceux qui restent attachés, même confusément, à ce qui constitue, à juste titre, à leurs yeux la pierre de touche du marxisme-léninisme.

au-delà des mots

Et nombreux sont ceux qui n'ont vraiment pas apprécié qu'une décision de cette importance leur échappe totalement. Ils se sont aperçus que le congrès était joué d'avance, avant même qu'ils en

discutent, alors que ce choix n'était même pas ouvertement posé dans le document préparatoire. Mais si la préparation et ce congrès lui-même avaient pour but d'étouffer ces contradictions, il reste cependant que cette orientation les a fait surgir. Et à partir de cet abandon verbal de la dictature du prolétariat, c'est toute la stratégie elle-même du PCF que beaucoup de militants sont aujourd'hui amenés à mettre en doute.

Car le PCF justifie cet abandon, non pas seulement parce que les mots font peur, mais bien parce que selon lui la dictature du prolétariat ne conviendrait pas à la situation de la France d'aujourd'hui. Nous aurions affaire à une «situation nouvelle». Toute sa stratégie suppose que l'Etat a été «accaparée» par les monopoles et qu'il s'agit de le restituer «démocratiquement» au peuple tout entier. L'Etat serait en somme un instrument neutre qui pourrait servir, selon ceux qui le dirigent, aussi bien les intérêts du peuple que ceux des monopoles. C'est pour cela que depuis des dizaines d'années des révisionnistes prônent l'«élargissement de la démocratie». Et au fond, s'ils nient aujourd'hui la nécessité de la dictature du prolétariat c'est qu'ils nient depuis longtemps la nature réelle de l'appareil d'Etat bourgeois, instrument de la dictature de la bourgeoisie. Ils se contentent d'en souligner les excès, les «bavures».



la consécration de reniements successifs

C'est parce qu'ils nient la réalité même de l'Etat bourgeois, qu'ils ont abandonné la nécessité de le détruire par la révolution et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Le 22ème congrès, de ce point de vue, ne fait que mettre leurs paroles en conformité avec leurs actes, avec une orientation révisionniste qui s'est imposée dans le PCF à la Libération et l'a, depuis, irrévocablement emporté.

Pour mieux consacrer sa rupture avec un passé révolutionnaire, le 22ème congrès a donné ostensiblement la parole à des vétérans pour leur faire renier la référence même à la dictature du prolétariat. Il fallait faire savoir aux nouveaux membres du PCF et surtout à ceux qu'il veut gagner, qu'il ne reste rien dans ce parti, qui le rattache à son passé, qu'il n'y a pas la moindre nostalgie dangereuse. Servilement, ces vétérans qui ont approuvé tout au long des années les reniements successifs, qui ont laissé le révisionnisme gangrener ce parti, ont participé à cette dernière démonstration.

Enfin, ce congrès, essentiellement

soucieux de l'image de marque que devait avoir dorénavant le PCF, s'est ingénié à banir tout ce qui pourrait effaroucher la bourgeoisie. Désormais le PCF ne lèvera plus le poing. Ce geste, qui n'est cependant pas celui des seuls communistes, mais bien de la classe ouvrière et des peuples en lutte du monde entier, n'est plus de mise dans un parti qui veut être celui de la petite bourgeoisie des classes moyennes, un parti pour ingénieur, cadres, techniciens, enseignants et qui vise à s'annexer en particulier de hauts fonctionnaires de l'Etat bourgeois.

Pour réaliser son propre projet, le PCF n'a pas hésité, avec ce congrès, à prendre quelques distances vis-à-vis de l'Union Soviétique. Alors qu'il était jusqu'alors un des partis d'Europe les plus liés aux révisionnistes soviétiques, il avait recherché il y a quelques mois auprès du P«C» italien, réputé pour son libéralisme, une caution pour ses orientations «démocratiques». Aujourd'hui il entend assurer de lui-même une autonomie, une originalité par rapport au Parti révisionniste soviétique. Et cela parce que non seulement l'URSS aujourd'hui est un véritable repoussoir pour les travailleurs qui aspirent au socialisme, mais aussi parce que la dictature véritablement fasciste qui

ysévite constitue une gêne dans la politique de ralliement que le PCF tente d'opérer, en direction, de couches sociales très attachées à la liberté démocratique bourgeoise. Le PCF voudrait s'embarasser le moins possible des affaires Pliouch à venir.

Si ce 22ème congrès ne constitue pas un véritable tournant, il a cependant été perçu comme tel par beaucoup de ses membres. Parmi eux, il y a ceux qui viennent de le quitter et ceux qui sont gagnés par le doute. Le déroulement même de ce congrès ne peut que les dissuader que le PCF soit en quoi que ce soit un parti communiste, un parti révolutionnaire. Quels espoirs peuvent-ils encore avoir d'un quelconque «redressement» ?

Bien des conditions sont aujourd'hui réunies pour qu'ils découvrent la véritable nature de ce parti, qu'ils comprennent que tout son projet politique tourne le dos à la révolution, s'oppose diamétralement aux intérêts fondamentaux du prolétariat. Ces militants aujourd'hui désorientés, il est possible de les gagner à la lutte pour le socialisme, de leur offrir la perspective de la révolution prolétarienne, de les rallier au combat que mènent les vrais communistes.



document

DES MILITANTS DU PCF EN GIRONDE S'OPPOSENT A MARCHAIS

Nous avons entamé un débat quelques jours avant l'ouverture du 22ème congrès avec des militants du PCF de la Gironde, débat dont ils ressentirent la nécessité depuis l'abandon de la dictature du prolétariat par le P«C»F. Un de ces militants de la fédération de la Gironde, et militant syndicaliste CGT très actif nous explique comment les contradictions s'étaient développées dans ses fédération et section suite aux propos de Marchais à la TV.

Les propos de Marchais à la télévision ont été très vivement ressentis : «C'est très grave et cela a en quelque sorte révélé aux yeux de très nombreux militants certains problèmes, sur ce qu'est aujourd'hui le PCF. A mon avis, trois grandes questions se posent à l'ensemble des militants : tout d'abord l'abandon lui-même de la dictature du prolétariat, et plus généralement le contenu même des objectifs du PCF et du programme commun de la gauche. Un autre problème, c'est celui du centralisme démocratique dans le parti, et enfin le problème de l'éducation, car sur cette question, je m'en aperçois plus particulièrement aujourd'hui, rien n'est fait dans le parti ; les militants sont laissés sous l'emprise de l'éducation bourgeoise...»

Dans les cellules, de nombreux militants se sont posé des questions ont exigé des explications. Si les arguments des cadres révisionniste du type «la dictature du prolétariat, c'est dépassé», «il s'agit pour nous de gagner la majorité», se sont heurtés à une opposition, résolue de certains militants beaucoup attendaient de cette lutte des éclaircissements, de quoi se faire une opinion. La bataille s'est alors menée en réfutant point par point l'essentiel des arguments des cadres révisionnistes : «Dans ma section tout a débuté dès la première réunion après les propos de Marchais à la télé. Nous étions deux à nous opposer résolument à cette décision. On dénonçait deux choses : tout d'abord on ne peut pas renoncer au terme de dictature parce que cela fait simplement référence à la dictature fasciste ; à mes yeux c'est nier l'opposition de classe, l'antagonisme de classe qui oppose les travailleurs au capital même dans le cadre de la démocratie la plus large possible. Ensuite c'est très grave de nier le rôle dirigeant de la classe ouvrière, de dire que c'est dépassé, valable au XIXème siècle».

Le point de vue révisionniste s'est trouvé alors plus fondamentalement pris à partie : «la démocratie avancée sans la dictature du prolétariat, ce n'est plus crédible aux yeux des travailleurs. Cette étape revient à gérer le grand capital, à abandonner la lutte face à la bourgeoisie et son appareil d'Etat».

Lors de cette conférence fédérale la surprise a été également le vote d'un texte : 34 ont voté contre, car parmi les pays socialistes il n'était pas fait mention de la Chine. Beaucoup d'autres questions ont également surgi lors de ces réunions, notamment à propos du soutien de sections locales du P«C»F à la gestion municipale des réformistes. Ce qui est apparu le plus clairement aux yeux d'un certain nombre de ces militants, de plus en plus nombreux aujourd'hui, c'est que le PCF tourne le dos à leurs aspirations.

Mais lors de cette réunion, les militants n'ont pas voulu en rester là. Une lettre pour l'Humanité fut rédigée, reprenant l'essentiel de la discussion et envoyée. Elle n'est jamais parue ! Le débat s'est alors poursuivi au niveau fédéral, lors d'une conférence fédérale réunissant l'essentiel des militants : «Lors de cette réunion on s'est fait traité de gauchiste mais beaucoup de camarades se sont mis à réfléchir, certains se sont même mis à relire certains textes comme le Manifeste de Marx. A la conférence fédérale qui s'est tenue ensuite, l'opposition à l'abandon de la dictature du prolétariat a été plus nette. Constatant que, à cette occasion, le centralisme démocratique n'avait pas joué, on a demandé qu'une conférence nationale ait lieu sur cette question et que le parti s'explique à la suite du XXIIème congrès sur l'ensemble de sa stratégie».



Sur cette base et à partir de ces contradictions, la politique et la stratégie du PCF sont mieux apparues pour ce qu'elles sont «l'abandon des intérêts fondamentaux des travailleurs» : «L'ambition du PCF est de se rallier l'ensemble des couches non-monopolistes et non travailleuses, les couches moyennes. Les tablettes sur les libertés sont un élément de cette politique. C'est également le sens du communiqué commun Marchais-Berlinguer. Sinon je ne comprends pas pourquoi Marchais a fait ce voyage en Italie et signé ce document avec le PCI qui est un parti social-démocrate. Ainsi, le principal souci du PCF, dans le cadre de l'Union de la gauche, c'est d'étendre son audience au-delà, vers les intellectuels, les professions libérales, de faire poids face au PS en prévision de futures élections».

Interrogé ensuite sur la portée de telles propositions, tout en ne se faisant guère d'illusion quant au déroulement du Congrès, «Les divergences s'exprimeront mais elles seront d'une manière ou d'une autre étouffées», ce militant du PCF précisait alors son point de vue quant à la possibilité de transformer de l'intérieur le PCF : «De toute façon je ne crois pas que l'on puisse renverser la vapeur. Cet abandon ne date pas d'hier. Je m'aperçois maintenant qu'il faut remonter au XIXème congrès où il a été précisé que la dictature du prolétariat n'était qu'une étape transitoire sans préciser par rapport à quoi. Ensuite il n'a plus été question de dictature du prolétariat mais de l'Union du Peuple de France».

25 NOVEMBRE AU PORTUGAL

LES ORIGINES LOINTAINES

L'origine remonte au «coup de Tancos» lorsque les militaires du groupe des neuf dirigés par Melo Antunes, organisent une assemblée générale du MFA. Cette «Assemblée» décide de départ Vasco Gonçalves du gouvernement et le Conseil de la Révolution est pris en main par Melo Antunes. A partir de la fin septembre, le gouvernement dirigé par Pinheiro de Azevedo et composé principalement par le Parti Socialiste avec l'appui des militaires de droite, sous couvert de lutter contre l'influence du PCP va tenter de remettre en cause les conquêtes du mouvement populaire dans le domaine de l'information et de l'armée. C'est l'occupation de Radio Renaissance c'est la décision de démobiliser les soldats. Mais les travailleurs et les soldats ripostent : à Porto la lutte du CICAP est victorieuse, Radio Renaissance est réoccupée. Durant cette période qui va jusqu'à la fin du mois d'octobre, le Parti «Communiste» Portugais n'est pas à la tête de ces mouvements mais il apporte son soutien, critique au début, comme dans le cas de Radio Renaissance. Dès le début de novembre, les luttes des travailleurs se renforcent : la métallurgie puis la construction civile entrent en grève pour obtenir des augmentations de salaires. A partir de là, le PCP montre clairement le sens de son soutien : regagner l'entière confiance des travailleurs qui se posaient des questions à la fin de l'été ; afin de récupérer les postes qu'il avait perdus dans l'appareil d'Etat. Se servant des luttes des travailleurs ils lancent les mots d'ordre «réactionnaires hors des ministères» «gouvernement de gauche». Sous le couvert du Secrétariat des Commissions de travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne, il organise le 16 novembre une manifestation qui regroupe plus de 100 000 personnes dans le centre de Lisbonne. Face à cette offensive, le Parti Socialiste

et le Parti Démocratique Populaire organisent dans tout le Portugal et surtout dans le Nord, une série de meetings. Ils tentent par là de diviser le pays en deux, utilisant les paysans qui avaient manifesté l'été contre le PCP, parlant d'un Nord chrétien et d'un Sud athée.

LA SITUATION MILITAIRE

A partir du mois d'octobre, le mouvement démocratique des soldats commence à apparaître : les premières commissions de soldats sont mises en place. Les régiments de la région de Lisbonne se mettent à plusieurs reprises au côté des travailleurs (Radio Renaissance, construction civile...). Ils parlent de donner des armes au peuple. Le régiment de Police Militaire a même un plan permettant d'entraîner des membres de Commissions de Moradores (habitants) et de travailleurs pour créer des milices populaires. Mais le régiment qui va jouer le rôle fondamental le 25 novembre est celui des parachutistes. Les parachutistes étaient dans le coup de Spínola le 11 mars, et le 7 novembre le gouvernement les emploie pour poser la bombe qui détruira Radio Renaissance. C'est là que leur lutte commence : ils dénoncent la pose de la bombe comme étant une «opération contre la classe ouvrière» ; ils décident de refuser les ordres de leurs officiers réactionnaires. Ces officiers à la demande de l'état-major démissionnent et vont rejoindre un certain nombre d'autres officiers ou sous-officiers qui ont quitté les régiments progressistes et sont mis en réserve de l'AMI (groupe d'intervention créé par le Conseil de la Révolution pour réprimer le mouvement populaire et composé par les parachutistes et vers le milieu décembre de mercenaires). La base des parachutistes de Tancos est mise alors en auto-gestion, paras et sous-officiers.

LES ORIGINES PROCHES

Le 20 novembre, le gouvernement de Pinheiro de Azevedo se met en grève jusqu'à ce que le Conseil de la Révolution lui donne les moyens de gouverner : c'est à dire de réprimer. C'est un appel direct à liquider le Régiment de Police Militaire qui est logiquement chargé du maintien de l'ordre dans Lisbonne (mais par exemple lorsque les travailleurs de la Construction Civile avaient séquestré le premier ministre pendant 48 H, les soldats du régiment de PM avaient soutenu les travailleurs). Dans cet après-midi même, le PCP organise devant le palais présidentiel de Belem, une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs pour réclamer la démission effective du gouvernement et la mise en place d'un gouvernement de «gauche». Dans une réunion qui se tient le même jour, le Conseil de la Révolution décide de dissoudre l'AMI mais surtout afin de pouvoir donner au gouvernement les moyens de gouverner, il nomme à la place du général Otelo comme commandant de la région militaire de Lisbonne, le brigadier Vasco Lourenço de la droite du groupe des neuf qui déclare «qu'il n'admettra pas les actes d'indiscipline et l'anarchie qui règnent dans les casernes». Dans le même temps, Morais e Silva, le chef de l'état-major de l'armée de l'air décide de bloquer tout l'approvisionnement en nourriture, armes et munitions des paras. Ceux-ci décident de se mettre aux ordres du Copcon (dirigé par Otelo). Après avoir accepté dans un premier temps, Otelo revient sur sa décision et une réunion des commandants et officiers des régiments de la région de Lisbonne se réunissent au Copcon ; à l'exception des commandos de Jaime Neves et de l'Ecole Pratique de Cavalerie de Maia, participent à cette réunion Martins Guerreiro et Almada Contreiras (membre du CR et PCP). La décision est prise (moins Ecole Pratique d'Infanterie

de Maffra, le CIACC et le RIOQ) de refuser la nomination de Vasco Lourenço et de soutenir la lutte des paras contre leur chef d'état-major et de leur fournir la nourriture et les armes dont ils auraient besoin. Le samedi, l'inter-commission des soldats et marins qui se réunissait pour la première fois publie un texte intitulé «Non à la guerre civile» et déclare être prête à lutter pour le renforcement de la démocratie dans les casernes et contre le départ de Otelo «garant de cette démocratie».

Durant le week-end, le parti Socialiste fait une série de meetings dans tout le pays et en particulier à Lisbonne où Mario Soares déclare «être prêt à défendre, les armes à la main s'il le faut, la démocratie et la liberté». Ainsi, au début de la semaine, la situation est la suivante : les unités de la région de Lisbonne refusent leur commandant, les paras demandent la démission de leur chef d'état-major. La droite civile (PS, PPD, CDS) semble prête du moins en parole à déclencher une guerre civile ; de toute façon, elle a tout fait pour créer un climat politique propice à son déclenchement. Pour le Conseil de la Révolution il n'y a que deux solutions :

1 - soit il recule et négocie avec les militaires progressistes soutenus par le PCP ce qui pourrait permettre *peut être* à celui-ci de reprendre quelques postes dans l'appareil d'Etat par l'intermédiaire de militaires proches de lui (par exemple Costa Martins ancien ministre du travail, capitaine de l'armée de l'air est un bon remplaçant pour le poste de chef d'état-major de l'armée de l'air).

2 - soit il recherche l'affrontement ou un coup pour liquider toute la «gauche militaire». Melo Antunes dans l'interview au *Nouvel Observateur* n'a pas exclu cette possibilité, et comme on l'a vu la droite civile est préparée.

Le Conseil de la Révolution décide de rediscuter la nomination du commandant de la région militaire de Lisbonne, au cours d'une réunion qui commencera le lundi 24 novembre à 1H. Le lundi dans l'après-midi, se réunit à Amadora un état-major de combat composé de Jaime Neves, Ramalho Eanes et plusieurs hauts officiers. Il décide que le quartier général des forces armées est transféré à Amadora.

Dans la nuit du lundi au mardi, les patrouilles de la PM interceptent des camions civils qui transportaient vers Amadora et vers le nord du pays le matériel de guerre qui revenait d'Angola. Auparavant, tous les avions militaires avaient été transférés dans une base aérienne de la région de Porto. Au cours de cette nuit, les commandos se rendent avec plusieurs chaimites (blindés légers) au Palais de Belem qui est situé à 100 m de la PM. A Rio Maior, un meeting

organisé par des agriculteurs PPD et CDS se termine par des barricades qui bloquent les entrées de Lisbonne.

Toute cette série d'événements amène le commandement du Copcon à mettre en état de vigilance renforcé tous les régiments qui sont sous son commandement. L'inter-commission des soldats et marins annonce sa décision d'organiser pour le jeudi 27 une grande manifestation de soldats pour la démocratie dans les casernes et contre le départ d'Otelo. Il se tient toujours cette même nuit, une réunion au Copcon d'un certain nombre d'officiers gonçalvistes (d'après Duran Clemente dans une lettre envoyée au *Diario de Lisboa* en décembre) qui décident de demander aux paras de faire quelque chose. Or d'après un officier de la Police Militaire, l'idée d'occuper les bases avait déjà été discutée par les paras qui avaient demandé à la PM son appui et une coordination. Les commandants de la PM, toujours d'après cet officier n'était pas à cette réunion. D'après le rapport officiel, un membre du Comité Central du PCP (Jaime Serra) a assisté à cette réunion.

A 5 H du matin, le Conseil de la Révolution rend publique sa décision : Vasco Lourenço remplacera Otelo. La droite est prête à un coup de force et à un affrontement qui devient alors inévitable. Son état-major attend donc le moment favorable pour entrer en action.

C'est à 7 H du matin que les paras occupent leurs bases. Manipulés par la droite ? Poussés par les gonçalvistes ? Les deux à la fois ? Ce n'est pas encore bien clair. En tout cas, ils séquestrent le chef-adjoint de l'état-major de l'armée de l'air et occupent toutes les bases aériennes (Montijo, Tancos, Ota, Monte Real). Mais ce qui est surprenant dans cette opération, c'est qu'aucune liaison n'est établie entre les différentes bases, ni même avec le Copcon et la PM qui apprendront plus tard l'occupation.

Dans la matinée, il semble que des négociations se déroulent avec Costa

Gomès (Président de la République). Mais les militaires réunis au commandement général d'Amadora décident Costa Gomes que le moment est venu de passer à l'action. L'occupation des studios de la télévision par Duran Clemente est le «signal» pour la mise en place de l'état de siège. Le coup de droite commence à entrer en action. Duran explique qu'il a occupé les studios de télé sur sa propre initiative, lorsqu'il a pris connaissance que les paras ne pourraient pas expliquer leur lutte à la TV. Or, se trouvait de garde devant les studios, le régiment de l'Ecole Pratique d'Administration Militaire (ce qui est normal depuis le 11 mars lorsque les régiments étaient en vigilance renforcée). L'EPAM garde la TV, le RALIS garde l'autoroute avec son canon, et la PM la radio...

A 16 H 30, Costa Gomez décrète l'état d'urgence. A 17 H, le syndicat de la métallurgie appelle tous les travailleurs à se rendre dans les syndicats et aux points stratégiques de la ville. Mais rapidement le PCP reprend la situation en main et sa tactique est la suivante : il envole quelques centaines de militants sans aux points stratégiques de la ville avec mission de voir ce qui se passe : les autres sont appelés à rester chez eux en attendant qu'on les appelle si le besoin s'en fait sentir. A 20 H, les commandos de Jaime Neves prennent la base de Monsanto sans tirer un coup de feu contre les occupants (parmi eux se trouvent Paulino ex 5ème division). Pourquoi les paras n'ont-ils pas résistés alors qu'ils disposaient de l'armement nécessaire ? Quant aux autres régiments, ils n'ont pas bougé. Dinis de Almeida RALIS était venu le matin voir les paras et leur avait dit «si les fusilliers ne bougent pas, je reste aux ordres de l'état-major et du Copcon».

Copcon

A 9 H, les émetteurs de radio et de télévision sont branchés sur les studios de Porto. A ce moment-là, vers 10 H du soir, les commandants du régiment de la



PM proposent au RALIS de liquider les commandos en détruisant la caserne d'Amadora, en arrêtant en même temps les officiers qui s'y trouvent. Mais Dinis refuse car les fusiliers ne sont pas dans le coup. Pourquoi ? Simplement parce que Martins Guerreiro (PCP, membre du Conseil de la Révolution) est venu leur dire de ne pas bouger et en particulier aux officiers chez qui l'influence du PCP est prépondérante. Pendant ce temps Otelo est à Belem ; Campos de Andrade de la PM lui demande dans la nuit s'il est arrêté, il répond « ne vous inquiétez pas tout va bien, surtout ne bougez pas... ». C'est l'absence d'Otelo du Copcon qui fera qu'aucune action de riposte aux commandos ne sera entreprise car tout le monde comptait sur lui ; la plupart des régiments ne sortirait que sur ses ordres. Valera Gomez essaiera dans la nuit de se substituer à Otelo mais les régiments

qu'il contactera (tel le CIACC et le RIOQ) refuseront de sortir par crainte d'être manipulés par le PCP. A 3 H du matin, l'état-major demande à la PM qui est toujours sous les ordres supérieurs, de disperser la foule qui est rassemblée devant le Palais de Belem. Campos de Andrade refuse « mon régiment n'est pas là pour tirer sur le peuple ». Ce sont les commandos toujours 350 hommes renforcés par des mercenaires qui se chargeront de ce travail.

A 5 H, le PCP publie un communiqué : « Pour une solution politique... » Costas Gomês demande à tous les commandants d'unités de se rendre à Belem. Tous s'y rendent à l'exception de ceux de la PM qui répondent que la décision doit être prise par l'Assemblée Générale des Soldats. Durant cette

assemblée, les commandos attaquent la caserne. Thomé explique « on peut leur résister, on a un armement suffisant même pour les vaincre mais ce sera un massacre... » ils se rendent pratiquement sans tirer un coup de feu. (22 commandos et un soldat de la PM tués). La droite et Melo Antunes ont gagné... Le RALIS mettra quelques heures avant d'accepter de se rendre et les paras se rendront le vendredi soir 28 novembre. Tous les soldats des régiments progressistes sont renvoyés chez eux. L'évacuation commence : 150 officiers et soldats sont emprisonnés. L'état de siège durera 5 jours durant lequel le PCP appellera les travailleurs à rester au travail afin de ne pas risquer un bain de sang comme au Chili et pour s'entendre avec le PS et Melo Antunes qui dès le 27 disait à la TV ; nous devons gouverner avec le PCP.

C.R. (Conseil de la Révolution) : organe exécutif du mouvement des Forces Armées. Après la tentative de coup d'Etat de Spínola, le 11 mars 1975, le « pacte » passé entre le PFA et les partis politiques en fait pour plusieurs mois l'organe essentiel de pouvoir. Actuellement, une lutte se déroule entre les militaires sociaux-démocrates et les partis de la réaction classique pour lui maintenir ou lui ôter un quelconque rôle dans la future constitution.

Commissions de moradores : Ces commissions d'habitants ont impulsé un mouvement très important, surtout dans la banlieue de Lisbonne : occupations de maisons vides, qui s'est élargi ensuite à la vie des quartiers (écoles, crèches). Le MFA prétendait en faire une des bases du pouvoir populaire. A l'automne 75, les révisionnistes, chassés du gouvernement ont tenté d'y pénétrer pour placer ces commissions sous le contrôle des municipalités tenues par le PCP.

CIAAC : régiment stationné à Cascais, dans la banlieue de Lisbonne. Son commandement était réputé plutôt réactionnaire ; mais les soldats du CIAAC, chargés d'occuper les locaux de Radio Renaissance, alors que les travailleurs de la station avaient chassé leur ancien patron, l'évêque réactionnaire, se solidarisent très rapidement avec ceux qu'on les avait envoyés réprimer. Cette situation, où très peu de régiments pouvaient être considérés comme vraiment « sûrs » est celle que les forces réactionnaires classiques et social-démocrates vont liquider à l'occasion du 25 novembre.

RIOQ : régiment d'infanterie de Queluz (banlieue de Lisbonne). La situation y est sensiblement la même qu'au CIAAC.

AMI : Groupement d'Intervention Militaire : composé du régiment des commandos d'Amadora (banlieue de Lisbonne), et également des régiments de parachutistes, qui se trouveront confrontés le 25 novembre ; cette force est continuée par le nouveau conseil de la Révolution et le sixième gouvernement dans le courant du mois d'octobre : le but est de disposer de troupes sûres, sous un commandement unifié, pour protéger des masses le pouvoir réactionnaire, et réprimer les mouvements populaires. La situation dans l'armée jusqu'au 25 novembre ne lui permettra jamais de devenir réellement opérationnel.

PS : parti socialiste de Mario Soares. Formé dans l'émigration particulièrement sous la protection de la social-démocratie ouest-allemande, très peu de temps avant le renversement du fascisme. Principal vainqueur des élections législatives du 25 avril 1975 ; un des principaux atouts des impérialismes occidentaux pendant la courte période où le PCP a dominé la scène politique portugaise.

PPD - Parti Populaire Démocrate : se proclame social-démocrate. Situé plus à droite que le PS, c'est sur lui que le général Spínola, du temps de son passage au pouvoir, avait principalement tenté de s'appuyer. Son principal dirigeant, Sa Carneiro, connu une courte éclipse, le temps où tout parti se devait au Portugal d'avoir un visage « socialiste ». Aujourd'hui, le PPD, dirigé à nouveau par Sa Carneiro, tend de plus en plus à s'affirmer comme parti dominant de la bourgeoisie, aux dépens du PS.

CDS : Centre Démocrate Social : parti d'extrême droite, dirigé notamment par le général

Galvão de Melo. Autorisé à participer aux élections, malgré sa participation assez évidente à la tentative de coup d'Etat de Spínola en mars 1974. Il a été pendant un temps la cible des révolutionnaires portugais, qui l'ont empêché à plusieurs reprises de tenir des réunions publiques, étant donné son caractère fasciste. Refait surface avec une incontestable arrogance depuis le 25 décembre.

PM : Police Militaire : ce régiment, un des plus anciennement politisés de la région militaire de Lisbonne, constituait avec le « RALIS » un des fers de lance du « commandement opérationnel du continent », placé sous le commandement d'Otelo de Carvalho. Chargé tout spécialement d'assurer l'ordre dans la capitale lors des manifestations populaires, dans les jours qui précèdent le 25 novembre, le régiment de la PM se solidarise avec les maçons qui assiègent pendant deux jours le gouvernement dans le palais de Sao Bento. Quelques jours plus tard, lors d'une manifestation réactionnaire organisée par le PS en soutien au sixième gouvernement provisoire, les soldats de la PM seront l'objet de provocations de la part des manifestants.

RALIS : Régiment d'Artillerie Légère de Lisbonne : (devenu par la suite RAL 1 : régiment d'artillerie légère n° 1) ; le RALIS devient particulièrement célèbre après la tentative de coup d'Etat de Spínola, le 11 mars 1975. C'est en effet cette caserne, déjà réputée progressiste, qui fera à cette occasion l'objet d'attaques aériennes, et d'un encerclement par le régiment des parachutistes de la base aérienne de Tancos. La population s'étant rassemblée autour de la caserne dans le but de soutenir les sol-

dats, des armes seront distribuées aux masses à cette occasion. De la même façon qu'à la Police Militaire, commandée par le major Tomé, Dinis de Almeida commandant de ce régiment, peut être considéré comme un officier progressiste assez indépendant, notamment à l'égard du PCP. Le RALIS a la plus forte puissance de feu de la région militaire de Lisbonne.

Paulino : officier de la 5^e division de l'état major. Cette structure, ayant particulièrement la charge de la « dynamisation », entendue de la propagande, écrite et orale, au sein du Mouvement des Forces Armées, est le principal lieu de concentration des officiers proches du PCP, regroupés autour du premier ministre Vasco Gonçalves. C'est par son intermédiaire que le parti révisionniste tentera de contrôler idéologiquement les plus vastes secteurs possibles de l'armée, et orientera l'information civile dans le sens qui lui convient, pendant la période où il était dominant.

Fusilheiros : les fusiliers marins. Régiment très important dans la région de Lisbonne, du fait du grand nombre de soldats « d'élite » qui en font partie. Comme toute la marine, le régiment des

Comme toute la marine, le régiment des fusiliers marins est principalement, y compris au niveau de son commandement, sous l'influence du PCP. Dotés du même type d'entraînement, les « fusilheiros », nettement plus nombreux que les commandos d'Amadora, constituaient l'adversaire le plus redoutable auquel ceux-ci auraient pu avoir affaire lors du 25 novembre, sur la région militaire de Lisbonne.

a propos de la lutte pour les libertés democratiques



La question des Libertés se trouve placée au cœur de la situation politique actuelle. Depuis que les traits constitutifs de la crise profonde, politique, de la société française ont commencé de se manifester au grand jour, le chantage à la crise économique d'une part et le libéralisme de façade du gouvernement se sont révélés, assez rapidement, comme insuffisants à terme, pour contenir le mouvement de la classe ouvrière et d'autres couches populaires. L'usure prévisible de ces solutions amène la bourgeoisie à mettre de plus en plus en avant une politique de force, de répression ouverte, systématique contre les luttes ouvrières les plus résolues, contre le mouvement syndical, contre les mouvements de la paysannerie pauvre. En ce sens, c'est un aveu de faiblesse de la bourgeoisie, qui ne peut plus compter, autant qu'auparavant, sur les moyens de gouvernement beaucoup plus avantageux pour elles, l'application d'un certain consensus de collaboration de classe, et la duperie de perspectives réformistes.

Il s'agit, par là, de faire barrage aux possibilités qui mûrissent d'une riposte d'ensemble de la classe ouvrière, ou, au moins, de s'assurer qu'elle pourra être canalisée par le réformisme et le révisionnisme. Car cette politique de force s'attaque,

en priorité, à tout ce qui, dans le mouvement ouvrier, depuis 1968 en particulier, contient en germe une orientation révolutionnaire : occupations, séquestrations, formations de comités de grève, embryons d'unité populaire autour des luttes, politisation des grèves etc...

L'offensive délibérée contre le mouvement syndical dans son ensemble, prenant prétexte d'un prétendu complot contre l'armée, est un coup de semonce très significatif : sous la pression conjuguée de la répression policière et du révisionnisme dominant dans la CGT, la direction réformiste de la CFDT, alliée au PS, a été mise en demeure de lever toute ambiguïté et d'éliminer ou d'isoler tout ce qui dans ses rangs, peut représenter un courant révolutionnaire. En même temps, en violant sous le prétexte d'atteinte au moral de l'armée les libertés syndicales (arrestations de militants, perquisitions des locaux), comme elle n'avait jamais osé le faire depuis Pétain, la bourgeoisie a voulu créer un précédent et sonder les capacités de riposte de la classe ouvrière à ce type d'attaques.

C'est dans ces conditions que les partis bourgeois comme l'UDR, le PS et aussi le parti révisionniste font assaut de proclamations et de vertueuses intentions pour «défendre les libertés». Le P(C)F avec son

«projet de proposition de loi constitutionnelle portant sur la déclaration des libertés». La majorité avec sa proposition de loi intitulée «De la liberté», tout court. Et le PS avec sa «Charte des Libertés».

La question des libertés démocratiques est embrouillée à souhait par la propagande bourgeoise. Elle présente le système politique actuel, la «démocratie occidentale» comme caractérisée essentiellement par l'exercice des libertés démocratiques, face aux systèmes totalitaires, c'est-à-dire à l'amalgame qu'elle opère entre les régimes fascistes ou sociaux-fascistes (URSS principalement) et les pays socialistes.

Ce faisant elle essaie de perpétuer la conception bourgeoise des libertés, telle qu'elle s'est forgée dans le cours de la révolution démocratique bourgeoise de 1789.

C'est en effet la bourgeoisie, classe révolutionnaire à cette époque, qui a donné un contenu nouveau à la notion de liberté, en posant l'exigence de la liberté politique. Face à la société féodale déclinante mais où la noblesse héréditaire accaparait toujours le monopole du pouvoir politique, elle a proclamé que la société devait être formée d'une somme d'individus égaux en droits et

également libres dans la mesure où il adhéraient librement à cette association et aux lois qu'elle se donnait. La liberté politique de chacun consistait donc d'abord dans cette adhésion supposée libre et, ensuite, à la libre expression, dans ce cadre, des points de vue concernant l'orientation d'ensemble de cette société.

Au plan des institutions, cette liberté politique se matérialise par le droit de vote, par l'élection de représentants chargés de mettre en œuvre la somme, ou tout au moins la majorité de ces volontés libres.

Cette conception bourgeoise de la liberté politique se présente comme universelle (en bénéficient, de droit, tous les citoyens), mais a essentiellement un caractère abstrait : en bénéficie chaque individu, chaque citoyen, abstraction faite de ses moyens d'existence, de sa place dans la production.

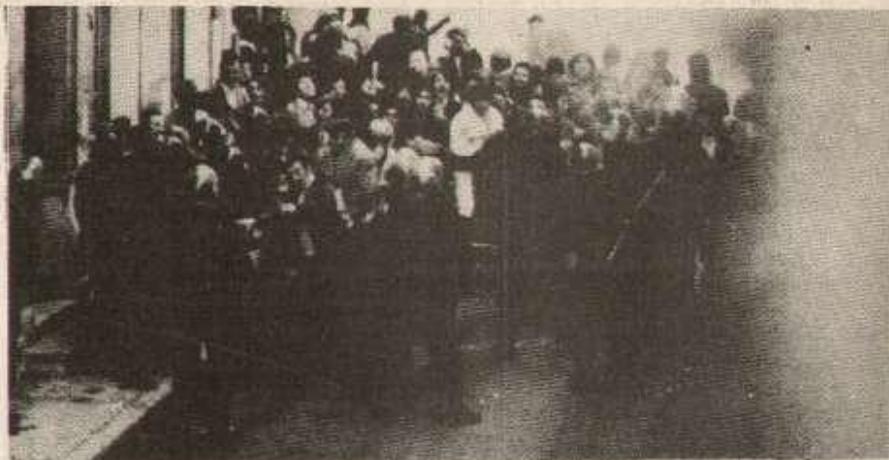
Elle reflète, en fait, la pratique sociale de la bourgeoisie ascendante : en développant, au sein du système féodal, les rapports capitalistes de production, elle a éprouvé la nécessité de pouvoir échanger librement, sans barrières féodales, des marchandises, de pouvoir acheter librement la force de travail d'ouvriers libres - c'est-à-dire libérés des liens féodaux de dépendance.

Cette liberté qu'elle revendique, c'est avant tout l'affranchissement des privilèges de la classe féodale et de tous les obstacles qu'ils opposaient encore à un libre développement du capitalisme.

Mais, dans un premier temps, cette liberté a pu apparaître comme universelle. Car dans sa lutte pour le renversement de la domination politique de la féodalité, la bourgeoisie a entraîné la masse de la paysannerie qui s'est libérée du monopole féodal de la propriété de la terre, et des liens de sujétion aux féodaux, et a vu s'ouvrir l'accès à la « libre » propriété de la terre.

C'est le développement même du capitalisme, libéré des contraintes féodales, qui va faire apparaître le caractère fictif de cette liberté politique abstraite dans la société bourgeoise.

La réalité sociale, dans laquelle est supposée s'exercer cette liberté abstraite, c'est, en effet, de plus en plus, à un pôle, une minorité de libres possesseurs de marchandises, de capitalet, à l'autre pôle, une masse de prolétaires libres eux de vendre leur



force de travail aux capitalistes, soumis à la paupérisation.

Ainsi, s'approfondit la contradiction entre l'affirmation d'une liberté de droit et l'impossibilité de fait, pour la plus grande masse, d'exercer cette liberté. Que signifie la liberté de réunion, quand la minorité de capitalistes dispose, seule, largement, du temps nécessaire pour se rassembler, quand, de surcroît, elle possède le quasi-monopole des lieux de réunion ? Que signifie la liberté de la presse, si une minorité de capitalistes accapare de fait, les machines d'imprimerie et les stocks de papier ? Que signifie la liberté d'expression quand un seul capitaliste a le pouvoir d'ôter à chacun de ses ouvriers, du jour au lendemain, son emploi, son gagne-pain ?

Au plan de l'organisation politique, la toute puissance du capital se matérialisera dans la constitution de l'État bourgeois, son renforcement, son rôle ouvertement répressif contre tout ce qui remet en cause la propriété privée du capitaliste, la domination politique de la classe capitaliste. C'est ce que la classe ouvrière a appris en France, à travers ses premiers soulèvements, la Révolution de 1848 et l'insurrection de la Commune de Paris.

Aujourd'hui, dans une métropole impérialiste comme la France, la république démocratique bourgeoise est la forme la plus achevée de la dictature de la bourgeoisie.

D'une part, elle étale ses attributs démocratiques : suffrage universel, droits de manifestation, de réunion, d'expression, d'association.

Mais, d'autre part, elle a développé un énorme appareil étatique qui enserme tous les aspects de la vie des masses, elle dispose, en particulier, de moyens d'intoxication idéologique, enfin elle repose sur une aggravation telle des conditions de vie de la classe ouvrière (travail

épuisant nerveusement, allongement des temps de transport, dispersion des logements, etc...), que les possibilités concrètes d'exercer les libertés de réunion, d'association ou d'expression sont encore plus laminées qu'auparavant.

Le marxisme, sur la base de l'expérience historique du mouvement ouvrier, part donc du point de vue qu'il n'y a pas de liberté pour la classe ouvrière, y compris sous la république bourgeoise la plus démocratique, que la démocratie bourgeoise est une démocratie pour les exploités et, fondamentalement, une dictature sur la masse des exploités.

La liberté, les prolétaires ne peuvent l'envisager que de façon matérialiste, et non pas en tant qu'individus mais en tant que classe : elle passe par l'abolition des rapports d'exploitation, donc par l'appropriation, au profit de la société toute entière, de l'ensemble des moyens de production ; elle passe par la destruction de l'appareil étatique qui garantit ces rapports d'exploitation ; elle passe par l'instauration de sa dictature, seule capable de réprimer tout ce qui peut aller dans le sens d'un rétablissement des rapports d'exploitation, et le renforcement de sa dictature jusqu'à la suppression des classes elles-mêmes, des différences de classe et de la division du travail, jusqu'au communisme.

Ce n'est qu'au sein de la société sans classe, de la société communiste que l'humanité commencera à être libre. Parce que sur la base d'un haut degré de développement des forces productives et d'un haut degré de conscience communiste, l'ensemble des membres de la société sera consciente de la nécessité du travail social et aura les moyens de s'y engager librement, selon ses capacités.

Ainsi le combat de la classe ouvrière pour la défense et l'extension des libertés démocratiques, dans la société capitaliste, ne peut constituer une fin en soi : ces libertés démocratiques que conquiert le prolétariat restent nécessairement limitées, et sont sans cesse, selon les périodes ou les secteurs, remises en cause. Elle ne peuvent que sanctionner un certain état des rapports de forces entre bourgeoisie et prolétariat sous la dictature de la bourgeoisie.

Mais c'est un combat indispensable, dans la mesure où il reste subordonné à la lutte stratégique pour la dictature du prolétariat, pour la démocratie prolétarienne. Élargir au maximum le champ des libertés démocratiques pour la classe ouvrière, c'est, du même coup, montrer le plus clairement et le plus largement à quel point ces libertés sont restreintes, formelles, précaires, c'est faire saisir plus directement la réalité de la dictature bourgeoise, c'est faire grandir l'exigence de la démocratie prolétarienne, du pouvoir des ouvriers et des paysans.

On a vu comment la lutte pour l'extension du droit de grève, imposant l'occupation, les assemblées de grévistes dans l'usine même, l'expulsion des cadres, débouchant sur la reprise de la production créait, comme à Lip, des conditions favorables pour battre le révisionnisme et poser plus largement la question de la révolution.

C'est pourquoi, la lutte pour les libertés démocratiques doit être offensive. Se contenter de défendre les acquis, de les préserver, c'est considérer qu'on ne peut aller au-delà d'un certain statu quo, c'est enfermer la classe ouvrière dans la légalité bourgeoise, c'est se refuser à approfondir le mouvement vers la révolution.

Les révisionnistes ont pris le mot de Liberté pour slogan. Marchais déclare : « Si l'on me demandait de résumer d'un mot, d'un seul mot la signification de notre combat, notre objectif, notre but, je répondrais : Liberté ! ».

Mais, liberté pour quelle classe ?

L'abandon du mot même de dictature du prolétariat par le XXII^e Congrès indique avant tout que le PCP entend rassurer les couches bourgeoises et petites bourgeoises qu'il veut rallier : il se déclare prêt, une fois au pouvoir, à les garantir contre la dictature du prolétariat, à leur garantir les libertés de continuer à

exploiter, le maintien du système impérialiste.

C'est sur le terrain de la lutte de classes que leur conception bourgeoise des libertés apparaît avec netteté : ils se sont opposés, des années durant, aux formes de lutte dures qui ont connu un nouvel essor après 1968 et qui imposaient, dans les faits, une extension des libertés démocratiques. Le PCF et les révisionnistes prédominant dans la CGT, ont laissé isolée la CFDT, lorsqu'elle a subi la vague d'arrestations et de perquisitions déclenchée par Chirac. « Nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité syndicale », a déclaré, à cette occasion, Séguy.

En effet, quand le PCF parle de « défense des libertés », il poursuit toujours un but politique précis, mais qui reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Que ce soit

défendre les libertés, d'imposer leur extension. Que ce soit lors des occupations d'usines, de licenciements de délégués, ou que ce soit au niveau national, lorsque des faits comme les arrestations de militants syndicaux ou l'assassinat d'un manifestant paysan exigent une riposte de masse.

De plus, par ses pratiques de dénonciation et de répression des éléments révolutionnaires, dans les syndicats en particulier, le PCF montre dès maintenant qu'il appartient au camp de la démocratie bourgeoise et qu'il entend seulement l'aménager.

Ainsi, la lutte pour les libertés démocratiques prend une très grande importance dans la situation actuelle. Ce qui est en jeu, c'est



sa campagne pour les libertés politiques dans l'entreprise ou la liberté de parole à l'ORTF, il s'agit, à chaque fois, de revendiquer (et d'essayer de susciter un appui de masse pour cela) et d'obtenir face aux autres partis bourgeois concurrents de nouveaux moyens dans la lutte pour s'installer au pouvoir.

La volonté de s'opposer aux atteintes aux libertés démocratiques (attaques de CRS contre les usines occupées, violation des libertés syndicales), le PCF les prend en compte, mais pour l'enfermer dans le cadre de la légalité bourgeoise, pour la canaliser vers l'issue du programme commun : l'accession des révisionnistes à la direction de l'État bourgeois et leur projet de capitalisme monopoliste d'État réformé.

Dans les faits, le PCF s'oppose de façon générale à la prise en main effective, concrète, par la classe ouvrière, de la construction d'un rapport de forces permettant de

l'avenir, c'est la capacité de la classe ouvrière à faire échec au renforcement de la répression, élément de premier plan de la politique de crise, c'est sa capacité à briser les obstacles les plus lourds pour s'acheminer vers une riposte d'ensemble.

Mais cette lutte ne peut pas se mener si n'est pas dénoncé largement, dans le même temps, le caractère bourgeois des « libertés » selon le PCF, si n'est pas combattue toute tendance à se réfugier derrière la « gauche » révisionniste et réformiste dès que la répression s'accroît, toute tendance à capituler quand ceux-ci se refusent à prendre toute initiative.

C'est la condition pour que cette bataille fasse partie intégrante du combat révolutionnaire, pour que, à partir des innombrables faits de répression, se construise et s'organise la point de vue autonome du prolétariat révolutionnaire : pour la démocratie prolétarienne, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Cela se passait le 21 février 1944, ils étaient 23 à attendre dans les geôles de la GESTAPO qu'on vienne les chercher pour être fusillés. Ils étaient presque tous étrangers, hongrois, polonais, arméniens, ils s'appelaient Manouchian, Wasjibrot..., ils luttèrent sur le sol de France contre l'occupant nazi.

Pour accrédi-ter leur thèse selon laquelle les résistants étaient tous des *terroristes, des juifs, des étrangers*, l'occupant avait édité après leur assassinat une affiche qui deviendra célèbre sous le nom de *l'affiche rouge*. Celle-ci

atteindra le but totalement opposé à celui recherché par les nazis, elle deviendra en effet le symbole de l'internationalisme, de la solidarité anti-impérialiste des peuples du monde. C'est pour honorer leur mémoire, pour célébrer cette solidarité des peuples en lutte, que cette date du 21 février est dès lors devenue la journée internationale de l'anti-impérialisme.

C'est à cette occasion que nous publions ici quelques témoignages sur les peuples qui sont, aujourd'hui, à la pointe de la lutte contre l'impérialisme et la réaction.

EN PALESTINE

Récemment, la situation au Moyen Orient a connu des changements ; les événements du Liban ont montré que le peuple palestinien était une cible importante de ce conflit. Afin de comprendre la situation actuelle, de voir quelles peuvent être les conséquences, nous nous sommes entretenus avec quelques camarades palestiniens de la GUPS.



FR : Peux-tu nous expliquer où en est la situation aujourd'hui ?

R : Je crois que pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe, il est important de revenir à la guerre de 73, parce que cette guerre, qui a mis face à face d'une part l'Égypte, la Syrie et la résistance palestinienne, d'autre part Israël, a apporté d'importants acquis dont pour la première fois, la possibilité pour les armées arabes de briser le mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne et du soldat israélien. Ce fut donc une étape importante qui redonna confiance aux masses arabes, aux combattants palestiniens.

Et pour comprendre aujourd'hui l'assaut violent de l'impérialisme US dans le monde arabe, il faut comprendre que ces acquis constituent un danger pour les américains et c'est pour ça que Kissinger, après cette guerre, a vraiment mené une offensive de charme en particulier à l'égard du régime de Sadate, mais plus largement à l'égard de tous les régimes réactionnaires arabes.

Le blocus sur le pétrole arabe à destination de l'occident a été, par exemple, un élément de pression important par rapport aux États Unis en particulier. Ces acquis de la guerre d'octobre que la révolution palestinienne a revendiqués et pour lesquels elle a félicité toutes les masses palestiniennes et les armées arabes qui ont combattu et ont perdu un certain nombre de gens, ces acquis ont été facilement «récupérés» par le régime de Sadate. Depuis 73, ce régime a pris un certain nombre de mesures d'ouverture en direction des USA pas seulement au niveau militaire et politique mais aussi au niveau économique. Nous avons alors vu en Égypte la recrudescence de certaines forces réactionnaires bourgeoises, de certaines classes dominantes qui se sont ouvertes vers les États Unis, des banques se sont ouvertes au Caire, et puis il y a eu toute la politique d'ouverture de Sadate. Ensuite, il y a eu sur le plan militaire et politique un élément important depuis 73 : le désengagement des forces sur le Sinaï et l'accord.

FR : Quelles sont les conséquences de cet accord ?

R : La révolution palestinienne a pris des positions très fermes par rapport à cet accord politique du Sinaï entre les américains, les égyptiens et l'État sioniste, et ceci pour des raisons spécifiques. Ces raisons : d'une part, en même temps qu'il permet le désengagement et un retrait très très minime des territoires occupés égyptiens, cet accord fait des concessions politiques très graves qui s'illustrent :

1. par la possibilité pour les américains de placer pour la première fois dans le monde arabe des techniciens et des radars sur un front qui est un front de combat avec l'État sioniste. C'est très facile de nommer ces forces des techniciens, la guerre du Vietnam a très bien montré en quoi ces techniciens, on est «automatiquement obligé de les défendre» alors on envoie l'armée américaine pour les défendre et ça devient une ingérence, un hégémonisme sur le monde arabe en entier, sur la Méditerranée en entier.

2. Donc d'une part, il y avait cette concession énorme que le régime de Sadate faisait à travers cet accord, et il y avait la reconnaissance implicite de l'État d'Israël et un acte de non-belligérance qui empêchaient les générations à venir de poursuivre le combat contre l'État sioniste et contre l'impérialisme.

3. Cet accord isolait la Syrie et la résistance palestinienne dans le front Nord du conflit puisqu'il isolait l'Égypte dans un accord partiel et laissait l'autre accord partiel non terminé. C'est sur ces trois niveaux qu'il y a eu les concessions les plus importantes.

FR : Quelles ont été les suites de cet accord ?

R : Cet accord préparait un peu le terrain pour les différentes étapes de recrudescence et de retour de l'hégémonie américaine, de l'impérialisme US dans le monde arabe. C'est important de

comprendre pourquoi l'Égypte a toujours été la cible la plus importante, le centre du conflit du monde arabe et le pays qui a le rôle le plus intéressant dans la lutte contre Israël.

Tout de suite après, on a commencé à voir la droite se renforcer au Liban, pas seulement se renforcer puisqu'elle se préparait déjà depuis quelques années en s'armant, en formant des milices d'extrême droite copiées sur les milices fascistes d'Europe. Ces milices ont un soutien total de la part des forces impérialistes et en particulier une tolérance évidente de la part du régime libanais puisqu'on savait très bien qu'elles s'entraînaient, qu'elles avaient la protection des ministres libanais et que ceux-ci ne faisaient rien pour les arrêter. Mais depuis avril, on a vu ces forces d'extrême droite prendre une attitude très arrogante, de défi et de provocation d'une violence rare : elles ont arrêté un autocar palestinien et de sang froid, elles ont abattu 29 personnes. Depuis ces 8 mois de guerre civile au Liban, on a vu petit à petit toutes ces forces d'extrême droite apparaître sous leur vrai visage. Ces forces incluent le parti des phalanges, le PNL (Parti National Libéral de Camille Chamoun lui-même, ministre de l'intérieur) les partis de l'extrême droite religieuse : l'ordre des moines libanais, l'ordre des défenseurs du cèdre ; toutes ces organisations sont bâties sur des bases confessionnelles, utilisent les résidus de confessionnalisme créé par le colonialisme français pour mobiliser les chrétiens au Liban et pour tenter de cacher les contradictions de classe qui existent au sein de ces confessions là.

FR : Pourquoi ce rôle important accordé à l'extrême droite ?

R : Parce que depuis quelques années, depuis que la Résistance palestinienne fait un travail de mobilisation politique au Liban, pas seulement par rapport au combat contre l'Etat sioniste, mais aussi par rapport aux revendications populaires, il y a eu une amélioration très nette du mouvement populaire au Liban, une très grande unité s'est construite entre le peuple libanais et les masses palestiniennes ; on a vu les mouvements de grève, les mouvements de revendications populaires se développer. On a vu la population du sud Liban s'unir avec les réfugiés et les combattants palestiniens dans les villages frontaliers pour lutter contre l'invasion et les bombardements sionistes. Tous ces éléments ont effrayé l'extrême droite qui voyait qu'elle perdait ses acquis, ses positions et ses privilèges devant le mouvement de masse. Il y a des dates précises importantes par rapport à ce mouvement : le combat du village de

Kfar Chouba, moment important dans l'unité des masses populaires libanaises et palestiniennes. Une puissante attaque des sionistes a été repoussée par les combattants palestiniens de la région et par les habitants du village qui étaient armés et s'étaient entraînés avec la résistance pendant que l'armée libanaise restait passive et inactive. L'unité de ce combat a créé une union très importante entre les masses libanaises du sud Liban et les palestiniens, et ceci a effrayé l'extrême droite.

-Une autre date importante du mouvement national progressiste du Liban : les manifestations qui ont eu lieu dans la ville de Saïda, principalement menées par les pêcheurs contre un monopole qui venait d'être accordé à Camille Chamoun lui-même, monopole qui lui donnait la possibilité d'avoir l'exclusivité de toute la pêche le long du littoral libanais. Cela privait donc les pêcheurs de leur seule possibilité de travail. Il y a alors eu des manifestations très importantes qui ont été réprimées par l'armée et la police libanaise et un leader du mouvement a été tué. Ces manifestations étaient faites avec la résistance palestinienne et lors de l'enterrement de ce leader populaire, les masses de la ville ont insisté pour que les funérailles se fassent avec la résistance, et que ce leader soit enterré dans un drapeau palestinien en signe d'unité de lutte avec la résistance contre le même ennemi,

essayer d'entraîner directement la résistance dans les combats, en essayant de présenter la lutte au Liban comme une guerre entre des libanais et des étrangers. Or la résistance a toujours essayé de faire la part des choses en expliquant qu'il y a toujours eu au Liban, en plus d'un problème national, un problème démocratique et de revendications des masses populaires, qui a été réprimé pendant de longues années et n'a jamais pu être représenté au niveau du pouvoir. Il y a des communautés entières, comme celle des chiïtes, qui ne sont pas représentées. Toutes les classes populaires vivent dans une pauvreté incroyable, elles ont des revendications propres, en contradiction politiquement avec les phalanges du gouvernement. Le pari qu'avait fait l'extrême droite, c'était de diviser les masses libanaises et les masses palestiniennes et d'arriver à isoler les palestiniens au Liban. Les événements et la conscience politique des masses libanaises et palestiniennes, malgré certaines erreurs, ont permis une certaine unité qui a été plus forte que le projet de l'extrême droite. Et on a vu comment, après tant de morts et de destructions, on est arrivé finalement à un cessez le feu qui a quand même sauvé l'unité du Liban, sa souveraineté et qui a permis en même temps la survie de la résistance au Liban en réaffirmant les accords qui règlent la présence palestinienne au Liban, accords du Caire de 69 et de Beyrouth en 73.



c'est-à-dire la réaction, l'impérialisme et le sionisme.

Cette recrudescence du mouvement patriotique et progressiste au Liban a donc effrayé l'extrême droite qui a trouvé dans l'impérialisme américain un allié naturel pour mettre en application son plan de liquidation des forces progressistes et de la résistance. Pendant les 8 mois de combat, on a très bien vu comment les phalanges, le PNL et l'ordre des moines ont tout fait pour

Aujourd'hui, la situation au Liban est la suivante : il y a un accord de cessez le feu qui revendique en premier l'arrêt de tous les combats et la réglementation de la présence des palestiniens par les accords de 69 et 73. Pour les forces progressistes, il y a l'acceptation d'un certain nombre de revendications qui existaient déjà dans une plateforme présentée au gouvernement l'an passé concernant des réformes au sein du parlement et du pays.

FR : Quelles sont les conséquences de cet échec de l'extrême droite ?

R : Je crois qu'on peut dire que ces tentatives d'affaiblissement, en particulier celle du Liban, venant tout de suite après l'accord du Sinaï et l'isolement de l'Égypte, si elles avaient réussi auraient obligé les palestiniens, affaiblis, à aller à une conférence de Genève basée sur la résolution 242, les acculant à accepter cette résolution qui ne résoud en rien le problème palestinien et ne peut pas être une base de paix. L'échec de ces tentatives était important pour cette raison. Nous avons vu au Conseil de Sécurité que la résolution 242 a été dépassée parce que les États mêmes qui avaient rédigé et voté cette résolution, ont été obligés de voter pour une nouvelle résolution qui, celle là, nie presque la résolution 242 sur un certain nombre de points puisqu'elle dit que le fond du problème au Moyen Orient c'est le peuple palestinien, ses droits nationaux, que ce peuple a le droit de s'autodéterminer, d'avoir un État. Elle donne la possibilité à tous les réfugiés palestiniens de retourner dans leurs foyers, c'est à dire en Palestine. C'est la première fois que les Nations Unies votent une clause pareille, c'est très important puisqu'elle dit que les droits des palestiniens ne sont pas limités à la Cisjordanie et à Gaza mais que ces droits existent dans toute la Palestine.

FR : Que signifie pour l'OLP la possibilité d'intervention à l'ONU ?

R : C'est important pour un mouvement de libération nationale de pouvoir, pour la première fois, s'adresser directement à tous les pays présents au sein de l'instance la plus importante au niveau international, le Conseil de Sécurité. Nous avons été invités en tant que pays membre à part entière, sans cependant être participant, sans avoir le droit de vote, pour exposer notre point de vue, les vraies bases du problème du Moyen Orient. C'est un acquis très important, pas seulement pour les palestiniens, mais pour tous les mouvements de libération puisqu'on donne aux peuples la possibilité de s'exprimer dans une instance qui pendant longtemps a été réservée aux États et régimes reconnus dans le monde. Toutefois, il faut rappeler que les Nations Unies n'ont jamais mis en application aucune résolution favorable aux peuples en lutte et en particulier au peuple palestinien. Depuis 1947, il y a eu 160 résolutions des Nations Unies votées à propos du peuple palestinien, la plupart d'entre elles ne sont même pas connues et surtout pas appliquées.

En même temps, il ne faut surtout pas que cette instance nous fasse oublier la priorité de la lutte, qui est celle de la lutte armée sur notre front de bataille, la Palestine occupée. Il faut remarquer



qu'au moment où, au Conseil de Sécurité, l'OLP allait défendre ses positions, sa ligne politique, dans les territoires occupés, il y avait une recrudescence des opérations militaires. Pendant le mois de janvier seulement, il y a eu 21 opérations dans différents endroits en Palestine occupée. C'était difficile parce que la résistance était aussi préoccupée par les événements importants du Liban, malgré cela, un effort particulier a été fait pour l'activité militaire des combattants palestiniens pour rappeler justement au monde entier que c'était là qu'il y avait des acquis, là qu'on pouvait faire évoluer la question et pas dans les débats internationaux ; il faut souligner aussi que ces actions ont été menées par des combattants basés dans les territoires occupés, vivant parmi la population palestinienne sous domination sioniste. Nous pensons qu'il est possible de mener la lutte à différents niveaux, en gardant les priorités à la lutte armée en Palestine, puis au niveau international pour expliquer sur quelles bases se mène cette lutte armée.

FR : Peux-tu nous parler justement des luttes populaires en Palestine occupée ?

R : En même temps que se menaient ces opérations de commandos, il y avait de nouvelles manifestations dans les territoires occupés. Elles étaient faites par les populations palestiniennes qui ont ainsi attaqué la politique menée par les autorités sionistes pour étouffer la culture palestinienne, empêcher toute expression politique de la population arabe. Ces manifestations ont affirmé un soutien total à l'OLP à l'heure où le roi de Jordanie reprend ses revendications sur la Cisjordanie. La répression en Israël contre les étudiants palestiniens, par exemple, ne fait qu'augmenter. Il y a déjà une très grande discrimination par rapport aux étudiants palestiniens qui peuvent accéder à des études alors que tous les cours sont donnés dans une langue qui n'est pas la leur, la langue

hébraïque. Toute la formation et les études qu'ils suivent leur ont été imposées à travers une culture qui n'est pas la leur. Ces quelques étudiants sont de plus soumis à une répression terrible. Cette année, ils ont été poursuivis à cause de leurs opinions politiques, de leur soutien à l'OLP, de leurs actes de résistance ; on les a forcés à monter des gardes à l'université autour des foyers d'étudiants dans lesquels ils n'ont même pas droit au logement. Lorsqu'ils ont refusé, on les a expulsés. Alors ils ont essayé de s'inscrire à l'université de Bir Zeit, en territoires occupés, près de Ramallah. Lorsque les sionistes ont vu qu'ils essayaient de s'inscrire dans des universités en Cisjordanie, ils ont menacé de fermer l'université de Bir Zeit. Il y a eu des manifestations très importantes durant le mois de janvier dernier contre cette politique qui vise à réprimer à tous les niveaux la population palestinienne.

FR : Aujourd'hui, on voit le développement des relations syro-jordanien, on parle de désengagement de la Syrie, qu'est-ce que cela veut dire ?

R : La nouvelle étape qui se dessine après les événements du Liban est en effet une étape de relance du projet de désengagement des forces sur le front syro-jordanien. Il y avait récemment dans «Le Monde», la nouvelle que Washington donnait le feu vert aux autorités sionistes pour proposer un désengagement, un retrait des territoires occupés cisjordanien en donnant à la Jordanie l'autonomie administrative et l'administration de certaines villes de Cisjordanie, pas de toutes, tout en laissant aux sionistes l'administration militaire. En même temps, le roi Hussein a proposé de remettre les élections du Parlement jordanien, c'est-à-dire de continuer à revendiquer la représentation des palestiniens de Cisjordanie par trente parlementaires que nous savons être tous à la solde du régime jordanien. Pourquoi relancer ce problème ?

Après Rabat, après les acquis de la guerre d'octobre et de la révolution palestinienne, le roi Hussein s'était engagé à respecter l'OLP en tant que seul représentant du peuple palestinien et donc seul représentant aussi des populations de Cisjordanie. Maintenant, nous voyons le roi Hussein revenir à la charge et essayer de nouveau de dire que les palestiniens de Cisjordanie sont représentés par les 30 parlementaires du parlement jordanien. Ceci est un retour sur les résolutions de la conférence de Rabat et les acquis des masses arabes et palestiniennes. Cette tentative doit être envisagée avec beaucoup de gravité et de fermeté parce que c'est une tentative de la part des régimes réactionnaires arabes et de l'impérialisme de combattre l'OLP en créant une nouvelle direction fantôme en Cisjordanie qui serait, disons, plus facile dans «toute solution pacifique» dans le monde arabe.

La réaction de la population de Cisjordanie, comme je te l'ai dit, ne s'est pas fait attendre. Il y a eu tout de suite des manifestations dénonçant la déclaration du roi Hussein, rejetant l'idée d'un parlement jordanien à représentation palestinienne et déclarant, comme à la manifestation de Naplouse par exemple, que le seul représentant du peuple palestinien en Cisjordanie est l'OLP. La réaction très rapide contre ce projet des populations qui vivent sous domination sioniste est une chose importante. On peut prévoir qu'après les événements du Liban et le Conseil de Sécurité, il y aura de nouvelles tentatives de la part des autorités sionistes, des régimes réactionnaires arabes et de l'impérialisme pour résoudre le problème par un nouvel accord partiel qui se ferait sur le fr... syro-jordanien avec l'approbation... grandes puissances.

FR : Dans cette nouvelle situation, quelles sont les positions de la Syrie ?

R : Jusqu'à présent, la position de la Syrie par rapport à cette nouvelle manœuvre du roi Hussein n'est pas claire. Il y a une nouvelle union entre la Syrie et la Jordanie sur divers plans : diplomatique, politique, culturel. Il faudra que la Syrie prenne une position très ferme par rapport à cette nouvelle manœuvre jordanienne qui est tout à fait opposée aux aspirations du peuple palestinien et à la politique de l'OLP. Il faudra aussi que la Saïka, qui fait partie de l'OLP, prenne des positions très claires par rapport à ces manœuvres qui ne visent qu'à soutirer à l'OLP la représentativité du peuple palestinien pour la remplacer par une représentation fantôme qui serait chapeautée, acceptée par les régimes réactionnaires et l'impérialisme américain. On peut soulever le problème de l'attaque qu'il y a eue, au Liban, contre des journaux progressistes «Moharrar» et «Beyrouth» attaque

menée par des éléments de la Saïka et qui a été condamnée violemment par toutes les organisations, y compris la Saïka, qui font partie de l'OLP et par toutes les forces progressistes libanaises comme étant une nouvelle tentative de diviser les masses progressistes libanaises et la résistance palestinienne pour relancer la possibilité d'un règlement de paix au Moyen Orient. Il est très important de constater ici l'unité des masses progressistes libanaises et de la résistance palestinienne pour contrecarrer toute nouvelle tentative au Liban, tentative indirecte des forces isolationnistes et d'extrême droite pour reprendre souffle et attaquer à un autre niveau après avoir été contraintes d'accepter le cessez-le-feu.

FR : Face à ces menées réactionnaires, peux-tu rappeler les propositions de l'OLP concernant l'avenir de la Palestine ?

R : A un moment où on voit toutes les tentatives de paix chapeautées par l'impérialisme, qui sont des solutions non pas pour les peuples mais dans l'intérêt des régimes, de certaines forces politiques, il faut dire que nous proposons une solution de paix qui, elle, correspond aux intérêts des peuples, une paix faite par les peuples. Il faut rappeler l'importance dans ce combat des juifs antisionistes en Palestine occupée, et en Europe comme partout ailleurs. La paix que propose la révolution palestinienne aujourd'hui est une paix au sein d'un Etat démocratique où tous les citoyens sont respectés, leur religion également ; un Etat qui sauvegardera le respect, la dignité, les aspirations de tous les citoyens. Il faut rappeler l'appel lancé par l'OLP en janvier à l'occasion de son 11^e anniversaire en direction des juifs antisionistes en particulier en Palestine occupée. Les autorités sionistes ont toujours présenté à la population résidant en Palestine occupée la possibilité de paix sous la forme de deux alternatives :

• ou bien le suicide collectif illustré dans le complexe de Massada prétendant que les habitants de la Palestine occupée sont acculés à une guerre éternelle,

• ou bien en brandissant la menace d'une guerre nucléaire entraînant l'anéantissement de toute la région.

De là, découle l'importance du projet proposé par la révolution palestinienne qui est un combat commun de toutes les forces progressistes avec la résistance palestinienne pour créer un Etat démocratique. Celui-ci serait le seul garant d'une paix véritable qui ne serait pas porteuse elle-même de contradictions pouvant, dans l'avenir, reposer le problème actuel dans toute sa réalité et qui apporterait aux juifs vivant dans la région ce qu'ils n'ont jamais eu : la paix et la sécurité.



Nous faisons appel à tous les juifs anti sionistes en Palestine occupée pour continuer à soutenir et soutenir encore plus le combat de la résistance palestinienne, pour combattre avec nous, pour résoudre les véritables problèmes, les vraies contradictions : lutter contre le sionisme qui est la source de tout le conflit et préparer l'avènement d'une Palestine démocratique où toutes les communautés pourront vivre ensemble dans le respect mutuel des aspirations de chacune d'elles.

En même temps, nous saluons le combat des juifs anti-sionistes, notamment des membres de Front Rouge, qui ont participé à nombre d'activités avec la résistance et contribuent à encourager toute participation de ce genre pour une paix véritable, qui ne soit pas une paix affirmant le statu-quo et ne résolvant pas les contradictions qui ont fait que, pendant toutes ces années, le monde arabe a été acculé à la guerre.

Malgré toutes ces tentatives nouvelles, malgré l'image sombre des attaques actuelles, nous pensons que l'avenir peut-être encore riche d'expériences, d'acquis tant que le peuple palestinien comptera sur ses propres forces, qu'il refusera toutes les tutelles et qu'il préservera son unité avec les masses arabes et sa solidarité avec les mouvements de libération nationale dans le monde et les forces démocratiques et patriotiques.

L'ESPAGNE SE LEVE !

« Depuis 5 ans, j'étouffais littéralement au boulot, je ne pouvais rien dire, tout le monde avait peur des mouchards. Et voilà, maintenant on a fait grève, on a complètement isolé les mouchards, et ce sont eux qui n'osent plus parler (...) Maintenant je n'ai plus peur de parler. Je crois que ce qu'il faut c'est une grève générale politique mais les gens ne sont pas encore prêts. Les vieux surtout ont encore très peur à cause de ce qu'ils ont vu. Mais tout le monde maintenant veut la liberté.

Tout le monde veut la liberté, c'est ce cri qui jaillit d'Espagne aujourd'hui, par delà les murs des usines en grève, les rues des villes sillonnées par les manifestations, les cours des écoles désertées par les élèves et les enseignants en lutte.

Tout le monde veut la liberté, c'est ce que crient les peuples d'Espagne à Juan Carlos qui doit accuser des reculs, la grève interdite est devenue de fait «lepale», les patrons doivent lâcher des augmentations de salaire, des réintégrations. L'Espagne aujourd'hui, c'est un pays où les peuples ont pris conscience de leur force et n'arrêtent les luttes que s'ils sont sûrs de leur acquis, sûrs qu'il n'y aura pas de représailles contre les représentants qu'ils s'étaient choisis, refusant clairement toute représentativité aux «délégués «élus» par les fascistes dans les syndicats verticaux.

Une nouvelle fois, la rage, la colère nous prenaient, un sentiment d'impuissance aussi devant l'espèce d'inépuisable de la terreur fasciste qui régnait de l'autre côté des Pyrénées depuis 40 ans.

Il y a quelques mois seulement en France, dans toute l'Europe, dans le monde entier des milliers de gens descendaient dans la rue pour empêcher l'assassinat de 5 militants révolutionnaires condamnés à mort par un vieillard sanguinaire, Franco. Mais celui-ci allait pour la dernière fois montrer que jusqu'à la mort il tiendrait son pays sous la terreur fasciste, le 29 septembre les 5 martyrs tombaient.

Et soudain, soudain, tout a changé. Franco mourait après de longues semaines d'agonie, où l'on apprenait en même temps qu'il déambulait dans sa chambre et qu'il subissait une opération de la dernière heure, qu'il était dans le coma mais tenait une conférence avec son premier ministre...; l'oligarchie affolée cherchait à gagner du temps à coup de sérum et d'opérations pour préparer la succession.

Juan Carlos au pouvoir, toute la bourgeoisie d'Europe cherchait à nous faire croire que c'était enfin la libéralisation. Mais toutes les spéculations de ce genre étaient vite démasquées. Juan Carlos Ier était le digne successeur de celui qui avait décidé de lui donner un trône, l'état d'exception était maintenu, toutes les lois fascistes restaient en vigueur, la répression se poursuivait. Tout était maintenu, y compris pour ce qui concerne notre pays, la collaboration des polices de France et d'Espagne. Poniatowski et Fraga Iribarne ressentait même le besoin de faire le point sur cette collaboration lors d'une rencontre qui se fit à Nice le 18 janvier dernier. Poniatowski osait même déclarer qu'il fallait «suivre avec intérêt et sympathie» «l'action de réforme et de libéralisation progressive» dans laquelle s'engageait le gouvernement espagnol ! Ces messieurs ont certainement échangé leurs expériences en matière de répression sur les masses pour mettre au point une technique. Décidément de Bonn à Madrid en passant par Paris, les échanges d'expérience entre méthodes de répression se font de plus en plus fréquentes.

Mais il n'y a là rien de bien neuf. Par

contre ce qui a changé en Espagne, c'est la lutte des peuples. Si déjà du temps de Franco, elles prenaient une certaine ampleur, la mort du dictateur a été le signal du déclenchement de l'offensive. Et les grèves dispersées mais suivies qui se déroulaient dans tout le pays ont fait place à un vaste mouvement de lutte, pour la liberté, l'amnistie des prisonniers politiques, pour la démocratie, pour la victoire des revendications économiques.

De Madrid à Barcelone, de Saragosse à Séville, de Vigo à Malaga, partout ce ne sont que manifestations, rassemblements et grèves. La présence des «grises» n'empêche pas les travailleurs, les habitants d'un quartier de mener jusqu'au bout leurs actions. En Catalogne, des jeunes se rassemblent pour danser et chanter les airs populaires de leur pays sous le regard bienveillant et approbateur des habitants et reviennent après chaque dispersion faite par la police. Ailleurs, ce sont les habitants qui s'organisent en association de quartier pour arracher à la municipalité des terrains de jeux, des écoles. Ce sont les lycéens qui refusent de rentrer au lycée sous surveillance de la police et reprennent un mouvement de grève pour exiger son départ. Dans les usines, les ouvriers sont en grève par milliers.

Ne prenons en exemple que quelques luttes récentes : à Madrid dans le bâtiment, les travailleurs poursuivent la lutte pour la libération de 7 personnes arrêtées au cours d'une manifestation interdite et ceci malgré l'appel à la reprise lancé par les révisionnistes. A la fabrique de lampes électriques OSRAM, les travailleurs sont en grève, ils ont fait une manifestation malgré l'interdiction, et ont obligé la police à libérer ensuite ceux qui avaient été arrêtés. A Mini-vielle, entreprise d'environ 200 travailleurs, ceux-ci ont repris le travail après 23 jours de grève en ayant obtenu de la direction qu'elle retire la centaine de sanctions qu'elle avait imposée aux travailleurs, et en ayant arraché une augmentation de 3 000 pesetas pour

tous ainsi que le paiement des jours de grève. A la faculté de droit de Madrid, de graves incidents ont eu lieu parmi les étudiants ; ceux-ci avaient reconnu un étudiant fasciste qui les avait menacés d'un pistolet quelques jours auparavant.

A Barcelone, au moment même où Juan Carlos s'y trouvait, la police municipale et les pompiers ont été réquisitionnés après plusieurs jours de manifestations et de rassemblements. A la SEAT, les négociations ont été interrompues, les travailleurs se consultent pour poursuivre la lutte. Les conducteurs d'autobus dès qu'ils sont en grève, sont remplacés dans leur travail par la police municipale réquisitionnée. Dans les mines d'Asturie, 13.000 travailleurs sont sanctionnés pour la 4^{ème} fois en raison de leur refus de reprendre le travail, ils poursuivent la lutte. A Vigo, le port est bloqué par la grève des dockers qui refusent de reprendre le travail tant que leurs 20 camarades licenciés ne sont pas réintégrés. A Valladolid, les travailleurs de Renault et Michelin poursuivent leur lutte, l'usine Michelin de Lasarte se met en grève par solidarité.

Rappelons nous encore à Barcelone le 8 février, malgré l'interdiction une manifestation contre Juan Carlos se déroule avec environ 60 à 80.000 participants au cri de «Amnistie», «Liberté», «Statut d'autonomie». C'est cela l'Espagne aujourd'hui, ce sont des millions de travailleurs en grève, c'est tout le pays du plus jeune au plus vieux qui se met en mouvement pour enterrer le régime fasciste.

Et c'est face à ces luttes, et non pas par magnanimité, que le régime monarchique est contraint aujourd'hui à quelques concessions mais qui sont hélas encore bien insignifiantes. Par exemple récemment, beaucoup de bruit a été fait autour de la «révision» du décret anti-terroriste qui avait permis l'assassinat des 5 militants en septembre et l'arrestation de milliers d'autres en quelques mois. Les bourgeoisies européennes se sont emparées de ce nouveau fait pour repartir de plus belle dans une campagne expliquant la «libéralisation» du régime espagnol. Mais de fait, ce ne sont que les aspects les plus voyants de ce décret fasciste qui sont partiellement annulés comme par exemple la procédure «sumarissima» (procédure expéditive et sans appel), ou comme le fait de ne plus déférer automatiquement devant les tribunaux militaires les délits de «terrorisme». Les «terroristes» seront maintenant jugés par les Tribunaux d'Ordre Public qui jugent habituellement tous les «délits d'opinion» sauf les actes commis par des groupes armés. C'est sur ce point précis qu'on peut voir

l'importance de la révision ; cette «exception» que ne peuvent juger les T.O.P. tend à isoler par une répression adaptée, modulée, les courants révolutionnaires et indépendantistes (comme le FRAP et l'ETA) qui ont justement été les principales victimes de ce décret. Pour les révolutionnaires donc, rien de changé, mais pour les révisionnistes la porte de sortie s'entrouvre puisque, de plus, le communisme, n'est plus automatiquement assimilé au terrorisme. C'est donc une répression plus sélective qui va ainsi se mettre en place, un système fasciste où il est considéré comme normal que des gens soient condamnés à 20 ans par les T.O.P. juridictions ordinaires, pour s'être réunis. Si la révision de ce décret anti-terroriste n'est que de la poudre aux yeux, il est quand même la marque d'un recul de l'oligarchie, c'est parce qu'elle ne pouvait plus appliquer cette loi qu'elle a dû la transformer.

Ces pas en arrière qu'elle est contrainte de faire, face aux luttes des masses, l'oligarchie espagnole cherche à les faire passer pour une avancée vers la «démocratisation».

Elle cherche ainsi nettement à se recomposer un nouveau visage mais pour appliquer toujours la même politique, celle de la répression fasciste sur les masses. Et c'est ce que ne peuvent tolérer les peuples d'Espagne qui luttent pour une démocratie réelle, qui aspirent à la liberté.

C'est pour la victoire de toutes ces revendications, que les peuples d'Espagne sont aujourd'hui à l'offensive, qu'ils multiplient grèves, manifestations et occupations, s'affrontent courageusement à la police sans que leur volonté de combattre soit en rien émoussée, sans que leur confiance en la victoire soit ébranlée.

Aujourd'hui en Espagne les peuples se lèvent !

Aujourd'hui en Espagne, tout le monde veut la liberté !



Le peuple Sahraoui en lutte

INTERVIEW DE MOKHTAR MALAININE

membre du Comité des
Relations Extérieures
du Front Polisario

Front Rouge : Pouvez-vous nous présenter en quelques mots l'histoire de votre pays, celle de sa colonisation, de la résistance du peuple jusqu'à la création du Front ?

Mokhtar Malainine : La Saguia el Hamra et le Río de Oro sont les deux parties qui constituent le Sahara Occidental ; région située entre le Maroc (au Nord), l'Algérie au Nord-Est et la Mauritanie au Sud. Elle est bordée sur toute sa longueur ouest par l'océan atlantique. Avant la colonisation espagnole, la société sahraouie était composée de tribus qui vivaient essentiellement de l'élevage et dont l'aire de nomadisation - à la recherche de pâturages et de points d'eau - s'étendait du sud marocain au nord mauritanien. Une institution socio-politique régissait les affaires intérieures (tribales) et extérieures (défense). A la fin du 19^e siècle, les puissances coloniales européennes se partagent le continent africain, délimitant par la Conférence de Berlin (1884) les zones d'influence de l'impérialisme occidental naissant.

Cette époque a vu s'amorcer la colonisation espagnole au Sahara. Celle-ci n'a pu être effective qu'en 1936, après un demi-siècle de résistance du peuple sahraou.

contre l'occupation coloniale. Le colonisateur espagnol n'a pu atteindre son objectif d'occupation que grâce à l'aide importante que lui a accordée son comparse français déjà implanté dans les territoires voisins. Mais le peuple sahraoui n'a jamais accepté cette domination étrangère qu'il a toujours violemment combattue, non seulement sur son propre territoire mais encore dans les pays avoisinants, apportant ainsi son soutien actif aux peuples frères de la région.

consentement du régime marocain, réussit son opération «écouvillon» et impose un recul à l'armée nationale de libération qui s'est regroupée dans la province de Tarfaya. Cette région avait d'ailleurs été cédée par la puissance espagnole au Maroc, suivant les termes d'un pacte qui visait à liquider l'armée de libération. Les éléments qui avaient échappé à la répression et à l'emprisonnement se sont regroupés dans la Saguia el Hamra.

Quelques dates importantes de notre histoire

récente :
- mobilisation politique des masses sahraouies s'effectue rapidement en vue de la libération de leur pays, une des conséquences historiques de cette mobilisation : la très importante manifestation populaire de El Aioun en 1970, qui réclamait le droit à l'indépendance et dénonçait la collusion hispano-sahraouie tendant à intégrer purement et simplement le territoire du Sahara Occidental à l'empire espagnol et en faire une simple province espagnole.



En 1958, une armée de libération sahraouie a été créée au sud du Maroc, après que le gouvernement marocain se fut engagé à soutenir la lutte du peuple sahraoui dans son combat libérateur. Les armées espagnoles ayant subi de lourds échecs, la majeure partie du territoire a pu être libérée. C'est à ce moment que l'armée française, alors en guerre en Algérie a pu, grâce au

- 1960 : l'ONU se prononce pour le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

- 1963 : c'est la découverte de très riches gisements de phosphates à Bou Craâ.

- 1966 : une résolution de l'ONU proclame la nécessité pour le peuple du Sahara Occidental de s'autodéterminer.

- 1966-67 : naissance du Mouvement de Libération du Sahara. Une mo-

La réponse de l'armée coloniale à cette manifestation fut donnée par les armes contre les manifestants désarmés : 40 morts, des centaines d'arrestations dont le dirigeant du Mouvement Mohamed Sidi Brahim Bassir, disparu jusqu'à ce jour et dont le sort est connu des seules «autorités» espagnoles.

Les militants du Mouvement de Libération

n'ont pas interrompu leur travail politique au sein des masses et le 10 mai 1973, a vu naître le Front Populaire pour la Libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro (F.POLISARIO), qui constitue la continuité authentique de ces luttes populaires et qui a opté pour la lutte armée comme seul moyen de conquérir la liberté et l'indépendance du peuple sahraoui. Dix jours après, le 20 mai 1973, les premières opérations militaires du F. POLISARIO portent des coups sérieux à l'armée d'occupation fasciste espagnole.

Jusqu'en mai 1975, le F.POLISARIO s'est battu et a remporté de grandes victoires tant sur le plan politique que militaire. Plus l'armée d'occupation espagnole était défaite et contrainte à se replier dans quelques localités du territoire, plus

rain début 75. Pouvez-vous nous expliquer les circonstances ?

M.M. : Alors que sur le terrain, le F.POLISARIO s'affirme de plus en plus tant politiquement que militairement, le Maroc et la Mauritanie - après l'accord secret de septembre 74 - entament une manœuvre sur le plan international et saisissent la Cour Internationale de Justice de la Haye afin qu'elle démontre juridiquement l'appartenance de notre patrie à ces deux pays.

C'est à ce moment que l'ONU décide d'envoyer une mission de visite qui se rend en territoire sahraoui au mois de mai 75. Pendant ce temps, de son côté, le colonisateur espagnol ne ménage aucun effort pour essayer de rattraper une situation qu'il sent lui échapper de plus en plus. Il

léments de l'armée régulière marocaine et de sahraouis qui ont été trompés.

F.R. : Quel a été le résultat de la mission de l'ONU ?

M.M. : La mission de l'ONU a pu constater «de visu» la volonté unanime d'indépendance du peuple sahraoui, exprimée par ce dernier lors de la manifestations massives organisées malgré la machine de répression mise en place par les autorités coloniales. La mission de l'ONU a d'ailleurs fait un rapport dans ce sens, lequel a été présenté à la 30^e Assemblée Générale de cette organisation. De son côté, le Cour Internationale de Justice de la Haye ayant terminé ses travaux, a rendu son verdict par lequel elle s'est prononcée pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

voie portugaise ni la voie américaine : il lui a fallu pour préserver ses intérêts économiques et stratégiques et sous les pressions impérialistes, faire alliance avec les régimes réactionnaires de Hassan II et Ould Daddah.

L'accord tri-partite qui en a résulté ne s'est pas fait sans nombre d'hésitations, retours de tactique, Marche Verte, etc.. Cet accord, signé alors que le Caudillo agonisait, a prévu :

- partage du territoire entre le Maroc et la Mauritanie
- exploitation commune des richesses phosphatées
- maintien de bases militaires espagnoles sur le territoire
- évacuation définitive des forces militaires et administratives espagnoles le 28 février 1976 et leur remplacement par celles de Hassan II et Ould Daddah.

Il va sans dire que le peuple sahraoui n'a nullement été impliqué ni même sollicité au cours de ces tractations. Il est important de remarquer à ce sujet qu'une des grandes victoires du peuple sahraoui et de son avant-garde le F. POLISARIO, a été la dissolution puis le ralliement de la quasi-totalité des membres de la DJEMAA (Assemblée sahraouie fantoche créée par l'Espagne) à la révolution et la constitution du Conseil National Provisoire Sahraoui.

Ce ralliement a mis à bas les projets hispano-maroco-mauritaniens de justification auprès de l'opinion publique internationale de leur respect des résolutions de l'ONU qui les enjoignaient de respecter les désirs de notre peuple.

Dès le 31 octobre 1975, sous l'écran de la «marche verte pacifique populaire» (voir encart NDLR), les forces d'agression marocaines tentaient d'envahir notre pays par le front nord où



la prise de conscience des masses sahraouies se précisait et plus s'affirmait leur désir d'indépendance sous la direction de leur avant-garde, le F.POLISARIO.

F.R. : Dans l'actualité de notre pays, la question du Sahara a commencé à prendre de l'importance avec l'envoi d'une mission de l'ONU sur le ter-

rain créée alors de toute pièce une prétendue «troisième force» pour faire obstacle à la révolution populaire sahraouie ; c'est la création du soi-disant Parti pour l'Union Nationale Saharaouie (P.U.N.S.). Mais le Maroc pense aussi à préparer ses cartes et il fabrique un Front pour la Libération et l'Unité du Sahara (F.L.U.), composé essentiellement d'é-

F.R. : Face à ces décisions, quelles ont été les réactions tant de l'Espagne, du Maroc que de la Mauritanie ?

M.M. : Les luttes des peuples d'Espagne et du Sahara ont contraint le régime fasciste de Madrid au recul. Il s'est mis alors à élaborer une porte de sortie de son piège colonial qui ne soit ni la

ils ont rencontré une résistance farouche des forces de notre Armée Populaire de Libération. Il est à signaler que l'armée espagnole a servi de «guide» aux forces d'occupation marocaine, ignorante du territoire qu'elles s'apprétaient à envahir. Cette agression marocaine s'est accompagnée d'une vaste politique d'extermination ou d'emprisonnement systématique des populations sahraouies se trouvant dans les localités que les FAR (Forces Armées Révolutionnaires) occupaient, entraînant ainsi l'exode de milliers de sahraouis fuyant les massacres et le génocide et regagnant les régions libérées par le F. POLISARIO.

La Mauritanie de son côté a agressé notre peuple en attaquant El Guera (sud du Sahara). Elle se heurta à dix jours de résistance populaire, il fallut le soutien de l'armée marocaine à la faible armée de Ould Daddah et la participation d'autres forces étrangères pour que cette ville soit prise grâce aux forces aériennes, terrestres et maritimes.

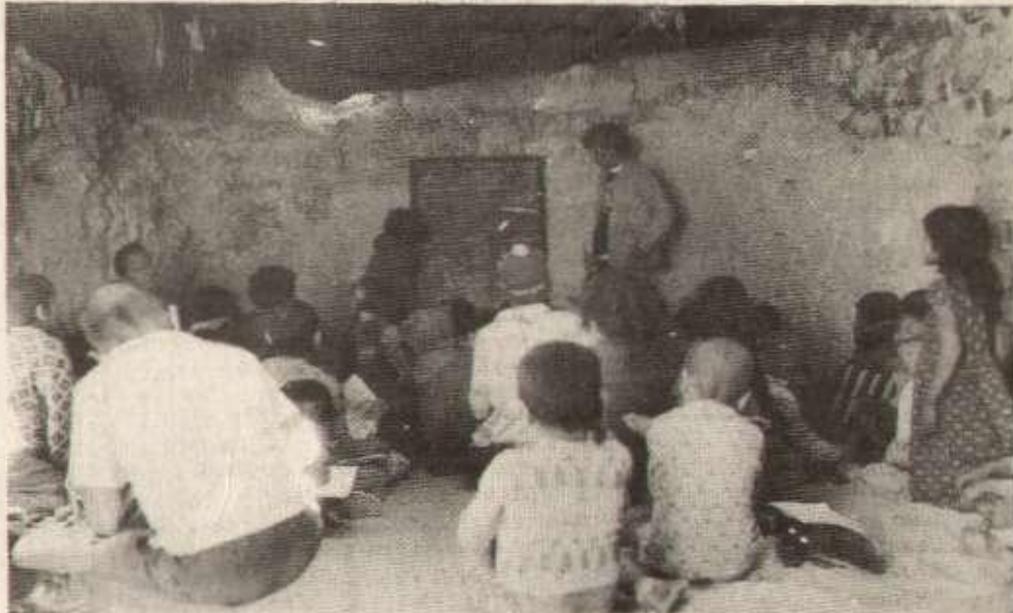
Depuis 5 mois, les forces de notre Armée Populaire de Libération doivent donc faire face à 3 armées qui, malgré leur extraordinaire supériorité en hommes et en matériel, n'ont pas réussi à contrôler la totalité de notre territoire. Bien au contraire, les échecs cuisants qu'elles subissent quotidiennement du fait de nos guerilleros les ont contraintes à «s'enfermer» dans quelques localités, qu'elles ne tiennent que partiellement puisqu'elles y sont encerclées et que les opérations constantes de harcèlement de nos combattants mettent en danger permanent leurs positions.

Pendant que le pays est à feu et à sang, une partie de notre peuple, qui a fui l'occupant, ce nouveau colonisateur, est regroupée, défendue

et organisée par notre Front dans les territoires libérés. Les conditions de vie de ces personnes déplacées sont bien entendu très difficiles, puisqu'elles ont tout abandonné devant l'occupation barbare marocaine. Mais notre F. POLISARIO, diligent et efficace,

et le renforcement de l'union nationale sur le mot d'ordre de : la liberté et l'indépendance.

Mais la soldatesque maroco-mauritanienne ne s'est pas contentée de la répression dans les villes qu'elle occupe, elle a voulu amorcer un pro-



se charge d'alléger un peu et il y réussit, le dénuement dans lequel elles se trouvent.

FR : Quelle est la situation des masses sahraouies aujourd'hui ?

MM : Alors qu'une partie de nos combattants affrontent les forces d'invasion maroco-mauritaniennes à travers tout le territoire, l'autre partie est mobilisée pour le regroupement et l'organisation des masses sahraouies en exode : création de comités populaires d'éducation, de santé, d'économie ; milices populaires, etc...

Cette nouvelle situation créée par les agressions maroco-mauritaniennes n'a fait que renforcer la détermination du peuple et sa volonté de défendre ses droits et sa patrie. Le retour massif des étudiants (des pays voisins et d'Europe) et des travailleurs a permis la consolidation de structures organisationnelles et administratives dans les territoires libé-

cessus d'extermination radicale de tout notre peuple qu'elle a concrétisée par les bombardements au napalm des camps de civils déplacés (Tifariti, Erni, Bir Lehlou, Amgala, Moudreiga, etc). Mais cette offensive barbare contre une population qui crie très haut son refus de cette colonisation d'un genre nouveau ne saurait aboutir. Le peuple sahraoui en lutte est déterminé à se battre jusqu'au dernier pour vivre libre ou mourir dignement sur sa terre.

FR : Vous nous avez parlé de l'organisation des masses en comités populaires, pouvez-vous nous expliquer leur fonctionnement ?

MM : Dans le front, il y a plusieurs organisations : les femmes, les travailleurs, (il y a aujourd'hui un début d'organisation de la production artisanale et agricole), la jeunesse, l'armée populaire. Dans chaque camp, il y a différents comités : femmes, jeunes armée popu-

laire, administration, information, éducation... Ces comités se réunissent régulièrement au sein du comité dirigeant le camp sous la direction du responsable du camp pour discuter de la situation, des besoins du camp, des problèmes rencontrés, de la sécurité

de la population... Le comité s'occupe de tout : approvisionnement, soins, bétail. Tout est mis en commun afin que tout soit mis au service de chacun, il arrive même parfois qu'un troupeau de chèvres serve par exemple plusieurs camps. Dans les petits camps, souvent la cuisine est commune, un groupe prépare la nourriture pour tout le monde ; dans les grands camps, plusieurs cuisines sont organisées. Chaque famille reçoit un approvisionnement mensuel selon le nombre de membres ; souvent il ne concerne que les femmes et les enfants car les hommes sont au front.

Dans chaque comité qui administre le camp, il y a un représentant du Croissant Rouge, un instituteur. Aujourd'hui dans les camps, tout le monde va à l'école, les femmes, les enfants, les hommes qui ne sont pas au front. L'enseignement comprend aussi bien l'histoire, la géographie

de notre pays, que l'alphabétisation, l'éducation politique sur la situation politico-militaire actuelle que le manie- ment des armes et l'en- traînement militaire. De temps en temps, une as- semblée générale de tout le camp est convoquée pour discuter de la si- tuation dans le camp mê- me ou sur le front, ou encore de la situation internationale, du sou- tien à notre lutte. Dans chaque camp, il y a une commission Informa- tions chargée de faire ce travail.

Au niveau du camp, il y a aussi les milices popu- laires qui assurent la pro- tection de la population, la collaboration avec le Croissant Rouge, les soins aux malades...

S'il y a un danger de bombardement ou d'at- taque, le comité se réunit et, en liaison avec le Co- mité dirigeant au niveau du Conseil National Pro- visoire, décide de dépla- cer le camp s'il le faut. Cela exige une organi- sation efficace ; la liaison est constante et très ra- pide entre les comités de camp et le comité diri- geant, même avec les camps mobiles. Le comi- té dirigeant reçoit des rapports de chaque comi- té, il étudie les besoins immédiats et à plus long terme au niveau du Co- seil National Provisoire, composé de 41 membres dont certains sont des militants du Front et d'autres des membres de l'ancienne assemblée dont nous avons déjà parlé. Le Conseil Natio- nal, lui, étudie la situa- tion générale et prend des décisions qu'il trans- met à tous les comités.

FR : Au niveau interna- tional comment se ma- nifeste le soutien politi- que au F. POLISARIO et au peuple sahraoui ? Pouvez-vous également préciser de quel soutien matériel a besoin le front aujourd'hui ?

MM : La situation de guerre fait qu'aujourd'hui il y a nécessité d'un soutien accru à notre

peuple du point de vue financier et matériel. Souvent les réfugiés des camps sont dans un grand dénuement, la si- tuation est plus grave encore pour les enfants. C'est pourquoi nous avons besoin de médica- ments (vitamines, anti- biotiques...) de matériel médical, de nourriture pour les enfants (bouil- lons, lait en poudre...), de vêtements chauds et de couvertures.

Du point de vue sou- tien politique, en dehors de toutes les instances internationales (ONU, OUA, Non-Alignés, etc) qui ont reconnu le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermi- nation, à l'indépendance et la légitimité de la re- présentativité de son avant-garde le F. POLI- SARIO, (Comité de libé- ration de l'OUA, 4ème commission de l'ONU), toutes les forces démoc- ratiques et révolution- naires appuient et sou- tiennent la juste cause de notre peuple.

Une large campagne de soutien s'est dévelop- pée dans plusieurs pays à la tête desquels l'Algérie, dont la solidarité active est précieuse à notre Ré- volution. Beaucoup d'au- tres pays et peuples se sont élevés pour dénon- cer les tentatives de gé- nocide perpétrés contre notre peuple, par les ré- gimes réactionnaires de Hassan II et Ould Dad- dah, appuyés par les puissances impérialistes.

Ils dénoncent le piéti- nement des droits de no- tre peuple à l'existence, et exigent la reconnais- sance de son droit à la liberté et l'indépendan- ce.

L'opinion publique in- ternationale et les forces démocratiques éprises de paix et de justice se sont rangées aux côtés de ce petit peuple qui lutte les armes à la main et luttera jusqu'à la vic- toire qui sera celle de tous les peuples oppri- més qui combattent les forces réactionnaires et impérialistes.

L'AUTRE FACE DE LA «MARCHE VERTE»

Si l'on se rappelle la façon dont nous étai- largement présentée la marche verte, côté marocain, on garde une impression de grand enthousiasme populaire répondant à l'appel du roi Hassan II, la création de «l'alliance sacrée» autour du projet royal. Mais si l'on cherche à savoir un peu mieux ce qu'était cette «symbiose entre le roi et son peuple», voici ce que l'on apprend :

L'opinion courante au Maroc, c'est que s'il y avait 350 000 volontaires pour la marche, ça veut dire qu'il a au moins 350 000 chômeurs dans le pays. A la campagne, les «volontaires» ont été enrôlés de force ; dans les villes, les bureaux d'inscription étaient assaillis par des jeunes qui cherchaient du travail ou voulaient aller se promener et par des vieux qui se rappelaient l'enthousiasme de la lutte anti-coloniale des années 50. A Casablanca par exemple, les bandes de jeunes des quartiers populaires sont allées s'inscrire en masse comme s'il s'agissait d'une excursion «tous frais payés». Mais au camp d'Ain Sebaa où on les avait rassemblés, ces jeunes ont attaqué des magasins pour les piller car ils étaient laissés sans aucune nourriture. Le bruit circule à Casablanca que plusieurs dizaines de jeunes ont été arrêtés durant la marche pour avoir écrit sur le dos d'un âne qu'ils avaient pris à Settat : «Voilà le dirigeant de la marche». A Rabat, les mots d'ordre qui circulaient chez les lycéens étaient «truands et voleurs, voilà la marche victorieuse». Voilà quelques aspects de «l'unité du peuple autour du roi» dans cette «marche sacrée». On voit qu'elle n'a entamé en rien la haine populaire pour le régime monarchique. D'autres exem- ples : les nombreuses arrestations intervenues durant la marche parmi les volontaires d'ailleurs fortement encadrés par les flics du régime. Et puis encore dans cette période, le maintien de l'état d'exception : saisie systématique du journal «Le Monde» pendant un mois, du journal «Moharrer», censure du film «La guerre du pétrole n'aura pas lieu», du feuilleton télévisé français «Le pain noir», barrages de police sur les routes, rafles de nuit dans la ville... Un fait significatif, la plupart des manifestations appelées par les partis légaux, les organisations syndicales en faveur de la marche verte ont été transformées par les masses en manifestations populaires contre le régime ; c'est le cas de la manifesta- tion appelée le jeudi 23 octobre au matin à Rabat par le syndicat des professeurs de faculté, du meeting du PPS le 24 octobre au théâtre Mohammed V à Rabat, de celui de Casablanca le 2 novembre où, face aux mots d'ordre de soutien à la marche et d'attaque contre l'Algérie impulsés par les organisateurs, toute la salle scandera des mots d'ordre hostiles au pouvoir. Il ne faut pas oublier non plus la large mobilisation du mouvement lycéen depuis le 25 octobre, mobilisation qui se heurtera souvent aux flics du régime.

Voilà en quelques mots («enthousiasme populaire» du peuple marocain pour coloniser le peuple sahraoui.



B... comme barbouzes

LA PEGRE

DANS L'ETAT

Du hold-up de Strasbourg à l'assassinat de Ben Barka, de «l'opération stades» au trafic de drogue... un même sigle : le SAC qui revient et s'entremêle à ceux des services officiels de police ou d'espionnage, aux noms de députés ou de ministres gaullistes. «B... comme Barbouze» a de quoi déplaire à certains : l'auteur, Patrice Chairoff sait bien de quoi il parle puisqu'il a lui-même dirigé une section du SAC à Marseille et a été chargé par l'ancien secrétaire général de mettre à l'abri d'importantes archives...

Détails et interviews à l'appui, «B... Comme Barbouzes» est un pavé jeté dans la mare gaulliste. Et les éclaboussures giclent haut. Des hommes du SAC «en mission», armés ou munis de fausses cartes diplomatiques sont arrêtés par la police ? Un coup de téléphone à un numéro «secret» vient tout arranger... On a besoin du truand Jo Attia pour organiser l'enlèvement du colonel Argoud ? Le SAC fournit les plans et le matériel nécessaires à l'enlèvement, et une simple lettre suffit pour faire extraire Attia de sa prison, la durée de l'expédition ! Qui a commis le hold-up du siècle, le vol d'un milliard d'AF à la poste de Strasbourg ? Des hommes bien connus de la police et pour cause («dans certains services des Renseignements Généraux, plus de 50 % ont la carte du SAC») : des responsables du SAC lyonnais, couverts par «le roi du juke-box», lui-même impliqué dans l'incendie du 5/7 (auquel le SAC ne semble pas étranger). Faux papiers, vrais papiers à des noms fictifs, trafic d'armes, fichage de toutes les personnes qui peuvent devenir suspectes, sociétés d'import-export ou de presse ne servant qu'à alimenter les caisses du SAC et à financer les campagnes de l'UDR... à tous ces réseaux, il y avait un organisateur discret : Jacques Foccart ancien ministre, maintenant simple président d'un certain «Comité Français de la Banane»...

noms de Foccart, Sanguinetti, Jarrot, Lemarchand, Fouchet, Marcellin... ce n'est pas seulement quelques individus qui sont touchés mais tout le parti politique qui a profité de ces réseaux, de ces trafics, directement ou indirectement.

Le SAC ? Ce sont les troupes de choc de l'UDR, les exécutants des besognes en tout genre, et les «Roger Frey (1), Alexandre Sanguinetti, Dominique Pochardier et Charles Pasqua, qui dès 1958, décident de lancer le SAC dans la lutte contre le FNL algérien ne font pas la fine bouche devant le recrutement ! «Pour cette tâche (infiltration et épuration), les gaullistes «purs et durs» sont à peine suffisants pour assurer l'encadrement des réseaux. Il faut donc faire appel à une «main d'œuvre extérieure», c'est-à-dire recruter dans ce qu'il est convenu d'appeler «le milieu» par l'intermédiaire de truands partageant les mêmes amitiés politiques ou les mêmes intérêts». L'appât ? «Un casier judiciaire vierge et des rentrées de fonds maximum dans un minimum de temps. » (P.30-31. Des barbouzes UDR, et des

UDR chefs de barbouzes... ? En tout cas l'entraînement commun ne semble gêner personne. Ainsi, dans les Centres de Tir de la Police Nationale, «il n'est pas rare de trouver des officiers de police, des truands, des barbouzes, voire des personnalités politiques comme Jacques Chaban-Delmas, Gabriel Kaspereit ou d'autres élus UDR côte à côte en train de mitrailler des cibles de tir instinctif». A Lyon, le président d'honneur de l'Association Nationale de Tir de la Police, n'était-il pas l'ex-député UDR Edouard Charret, impliqué dans l'affaire du Fétich's Club ? Quant au président, il s'agissait du commissaire Charles-Gustave Javille, «héros malheureux de l'affaire des «corrompus» de Lyon».

Les barbouzes ? Des truands mercenaires du pouvoir ? Pas seulement : des chefs de gang à la tête de l'Etat.

(1) Alors, ministre de l'Intérieur, actuellement, président du conseil constitutionnel.

Dossier B... comme Barbouzes. Patrice Chairoff. Ed. Alain Moreau 39,50 F

«SOUS COUVERT DE NETTOYAGE...»

Prise en main par le SAC dès sa création en 1959, la CFT n'est en fait qu'une branche du SAC, spécialisée dans le fichage et la répression de la classe ouvrière. «L'usine Berliet de Vénissieux, près de Lyon est tout à fait caractéristique du développement du réseau de mouchardage et de violences installé par la CFT. On n'a pas lésiné : c'est une opération qui coûte, dit-on, cent millions d'anciens francs par an à la firme de Vénissieux. En échange, l'ordre patronal règne. Pour ses autres activités, la CFT a fait appel à homme du SAC, Gaillard, qui dirige la SITER. Cette firme est une société de personnel intérimaire qui, comme l'ITEL ou l'UNIC, permet de disposer à travers la France de plusieurs centaines de nervis, qui - à la demande - fournissent les commandos de choc destinés à briser les grèves. Les animateurs de la SITER sont pour la majorité des hommes du SAC, peaufinant le réseau d'informations en faisant placer des systèmes électroniques d'écoute dans les locaux syndicaux grâce à leurs agents qui, la nuit, - sous couvert de nettoyage - fouillent les bureaux et pillent les dossiers. Lorsque les hommes de la CFT ont à leur tour besoin de renseignements précis, ou bien ils font appel rue de Solférino (QG du SAC) ou bien ils s'adressent à des fonctionnaires des Renseignements Généraux avec lesquels ils entretiennent les meilleurs rapports. Nous avons recueilli le témoignage de Jean-Claude Ferrer, ancien membre du SAC, ancien responsable de la CFT à Lille, de 1970 à 1973 : «...Je recevais de la main à la main un dédommagement de cinq mille francs par mois, et en sus cent francs par jour pour mes frais... Je m'occupai principalement du fichage des «rouges» et nous faisons porter notre effort sur la vie privée des militants car c'est encore le meilleur moyen de museler les emmerdeurs, beaucoup plus efficace et plus durable que de leur casser la gueule. Je transmettais directement mes informations à Paris à une boîte postale et de temps en temps, je recevais la visite des gars de la CFT-Paris, comme Louis Rogear et Frédéric Regamey qui ne font que du «renseignement», ou du SAC... Chaque fois que les renseignements transmis étaient particulièrement intéressants, je recevais une prime et je dois reconnaître que les gars avaient la liasse facile, c'était un job qui avait du bon...» (Témoignage recueilli à Paris le 4 janvier 1974)

Derrière ces révélations, derrière le

à notre courrier...

Chers camarades,

Nous sommes un groupe de militantes engagées depuis quelques années dans ce qu'on appelle «le mouvement de libération des femmes».

Le mouvement des femmes traverse en ce moment une crise assez grave, fruit de son manque quasi total d'organisation, d'une absence de réflexion politique poussée et de son incapacité à re-situer clairement l'oppression spécifique des femmes au niveau d'une critique globale de la société. La plupart des groupes existant ont éclaté et on compte à présent une soixantaine de «groupes autonomes» pour Paris et la région parisienne ! Cependant, il faut noter un fait important : les femmes acceptent plus volontiers de considérer leur oppression sous un angle politique (il s'agit bien sûr de celles qui ne sont pas rattachées à un parti, une organisation ou un syndicat). Il reste évidemment un travail énorme à faire de ce côté-là : la grande majorité des femmes étant toujours peu ou pas politisées. C'est ce travail que nous nous sommes efforcées d'effectuer.

Cependant nous devons admettre que pour mener à bien cette tâche, nous ne pouvons plus rester isolées. Si «la ligne politique est déterminante en tout», il nous faut donc adopter une ligne juste nous ouvrant des perspectives au niveau de toutes les luttes, tant sur les plans politique et économique, qu'idéologique. C'est cette ligne qui nous aidera à transformer la réalité en adoptant le point de vue du prolétariat. C'est pourquoi nous devons à présent nous placer sous la direction d'une organisation révolutionnaire, si nous voulons faire un travail conséquent.

Nous avons toujours combattu au sein du mouvement des femmes, l'opi-

nion très répandue que le moteur de l'histoire serait non pas la lutte des classes mais la lutte des sexes, soulignant le fait que les racines de notre oppression devaient être recherchées dans les conditions de la vie matérielle de notre société et non dans quelque malédiction biblique ou biologique, que «ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence : c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience».

Cependant, nous devons reconnaître que cette action est loin d'être suffisante. Les femmes ont progressé dans la mesure où elles se politisent de plus en plus, mais à présent la lutte se durcit au sein du mouvement. Et, c'est bien une lutte politique que nous voyons se développer sur les questions fondamentales : quels sont les objectifs visés ? Comment situer un mouvement autonome des femmes par rapport à la lutte révolutionnaire du prolétariat ? Quelle ligne politique adopter ?

Les femmes représentent une force potentielle très grande, beaucoup l'ont compris, qui tentent de les engager sur des voies réformistes, révisionnistes ou gauchistes, les détournant ainsi de la lutte révolutionnaire, seule issue pour elles.

On voit se développer actuellement un courant spontanéiste et anti-organisationnel, se réclamant du marxisme, courant plutôt bien accueilli dans les groupes de femmes dont beaucoup ont été dégoûtées par l'attitude de la gauche traditionnelle : PS, PC... et aussi par celle de certaines organisations gauchistes. Ce courant lançant des mots d'ordre du type «parti - oppression pour les femmes», «contre une unité mythique avec la classe ouvrière»... et, prétendant apporter quelque chose de «nouveau» dans le mouve-

ment des femmes, ne fait que reprendre tout bonnement les grands thèmes du gauchisme : refus d'une organisation, remise en cause de la nécessité d'un parti de type léniniste, refus inconditionnel des syndicats, privilégier certaines couches de la population (ici les femmes) au détriment de l'unité de la classe ouvrière, rôle de l'intelligentsia...

C'est parce que nous pensons au contraire, qu'il faut adopter le point de vue du prolétariat et se placer sous la direction de son parti, que nous refusons toute autre ligne politique. C'est parce que nous estimons qu'il faut construire «un parti de type nouveau» et que les femmes doivent participer à sa construction que nous nous adressons à vous.

Comme nous subissons une oppression spécifique, il nous semble juste d'avoir aussi une organisation spécifique pour nous permettre de nous élever à une critique globale de la société en partant d'une critique de notre condition particulière de femme. Cette critique se fera au moyen d'enquêtes, d'analyses de problèmes concrets touchant directement les femmes tels que : avortement - contraception, travail, chômage, situation de «la mère de famille», problème du salaire maternel...

De même que la lutte des classes ne cesse pas miraculeusement après la révolution, de même l'égalité entre les femmes et les hommes ne sera pas complètement réalisée après la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est pourquoi nous estimons indispensable qu'il existe au sein du parti et sous sa direction une organisation autonome des femmes menant la lutte aux niveaux politique, économique et idéologique, avant, pendant et après la révolution pour nous aider à en finir un jour avec notre oppression.

notre réponse

Cheres camarades,

Nous vous remercions de votre lettre. Votre analyse de l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement des femmes correspond tout à fait avec celle que nous faisons. En effet, il s'agit maintenant d'avancer dans l'analyse de la situation des femmes dans la France impérialiste d'aujourd'hui, dans le contexte de crise politique qui est le nôtre. Et seul, le parti du prolétariat peut replacer la situation des femmes dans la situation d'ensemble de la société. Mais, pour avancer dans cette tâche, il est nécessaire d'engager un travail suivi de propagande et d'organisation en tenant compte de l'oppression spécifique des femmes, qui les fait aborder les problèmes politiques de façon originale. C'est pour cela, que dans les entreprises dans les quartiers où nous en avons la possibilité, nous créons des «commissions femmes», ou des comités de femmes, de véritables organisations de masse, sur une ligne révolutionnaire.

Cela en vue de forger, lorsque ce sera le moment, une véritable organisation de masse autonome de femmes, dont le but sera d'organiser les larges masses des femmes en vue de la Révolution, en leur apprenant à se diriger elles-mêmes, à prendre conscience de leurs forces, et à faire prendre conscience à toutes les couches du peuple, de la spécificité de leur oppression, et du potentiel de révolte qu'elle soulève.

Cette organisation, nous la forgerons non pas «au sein du Parti», comme vous dites dans votre lettre, mais bien sous sa direction, une de ses tâches étant d'amener de nombreuses femmes à comprendre la nécessité de participer à l'édification du Parti.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste - léniniste)

Nom
Profession
Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom
Profession
Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

1 AN 250F 6 MOIS 150F 3 MOIS 80F 1 MOIS 30F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris